

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2530

18 septembre 2014

SOMMAIRE

Adon S.A.	121396	Food Investment Association Sàrl	121397
Aligroup International S.A.	121397	Frin Participations S.A.	121394
Allianz Infrastructure Luxembourg Holdco I S.A.	121402	FR&R Invest IGA S.A.	121395
Altera Investment Fund SICAV-SIF	121398	FR&R Invest Lux Holding S.A.	121401
Amella Investments S.à r.l.	121402	Fulton S.A.	121394
Cetp III Expereo S.à r.l.	121419	G.A.I.L. S.A.	121400
Dantès	121406	German Retail Fundco S.à r.l.	121395
Dekode S.à r.l.	121406	German Retail Luxco S.à r.l.	121396
Element Power G.P. S.à r.l. & Partners S.C.A.	121406	German Retail Property Fund Manager S.à r.l.	121396
EQT Credit II SICAV-FIS, SCA	121428	German Retail Property Luxco S.à r.l. ..	121395
Equinocse Sàrl	121398	Gesellschaft für Unternehmensberatung und Vertrieb S.A.	121395
Ernst & Young Luxembourg	121400	Global Resorts Holding S.à r.l.	121401
Espirito Santo Financial Group S.A.	121399	G. & M A N A	121395
Espirito Santo Industrial S.A.	121398	Land and Business S.A.	121403
Etablissement François Even, S.à r.l. ..	121396	Lexin Alfortville S.à r.l.	121402
Etablissement François Even, S.à r.l. ..	121401	LF Hotels Acquisition S.à r.l.	121402
Etablissement François Even, S.à r.l. ..	121400	Luxys S.A.	121403
Etablissement François Even, S.à r.l. ..	121404	Mapua Investment Holding Company S.à r.l.	121403
Eurimo Holding S.A.	121399	Maritime Holdings Lu S.à r.l.	121403
Eurocenter Investment S.A.	121404	Milo Holdings S.à r.l.	121403
Euro Footwear Holdings S.à r.l.	121406	Remora Consult	121404
Euromed Finance S.à r.l.	121400	Samara Capital Corporation S. à r.l.	121407
F.D.C. S.A.	121399	Selp (Charlie Germany) S.à r.l.	121410
Felicity Luxembourg III S.à r.l.	121401	Stripes S.A.	121405
Feri Trust (Luxembourg) S.A.	121409	Surf International S.A.	121405
Fintrust S.A.	121397	Tangor S.A.	121405
Flipto Participations S.à r.l.	121394	The PNC Financial Services Holding Luxembourg S.à r.l.	121404
Floc S.à r.l.	121394	Thule Fund S.A., SICAV-SIF	121405
Floorfinance SPF S.A.	121394		

Frin Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5762 Hassel, 2B, Killebiërg.
R.C.S. Luxembourg B 145.875.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014101076/10.

(140120164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Fulton S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 113.639.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014101077/10.

(140120847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Flipo Participations S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2412 Luxembourg, 40, Rangwee.
R.C.S. Luxembourg B 115.658.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

FLIPO PARTICIPATIONS S.A.R.L.

Référence de publication: 2014101067/11.

(140121270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Floc S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-6974 Niederanven, 10, Zone Industrielle de Bombicht.
R.C.S. Luxembourg B 41.444.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Gérant

Référence de publication: 2014101068/11.

(140120745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Floorfinance SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 70.203.

Les Comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 14/07/2014.

Pour FLOORFINANCE SPF S.A.

J. REUTER

Référence de publication: 2014101069/12.

(140121462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

G. & M A N A, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4081 Esch-sur-Alzette, 89, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 12.530.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2014101078/10.

(140121116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

German Retail Fundco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 64.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 127.686.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101087/10.

(140120328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

German Retail Property Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 33.700,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 134.534.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101090/10.

(140120329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Gesellschaft für Unternehmensberatung und Vertrieb S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5450 Stadtbrediums, 5c, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 167.514.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 11 juillet 2014.

Référence de publication: 2014101091/10.

(140120050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

FR&R Invest IGA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 161.760.

Les comptes annuels de 2013 ont été clôturés au 31 Décembre 2013 et approuvés lors de l'assemblée ordinaire des actionnaires le 15 mai 2014 au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié conforme et sincère

Paddock Fund Administration S.A.

Référence de publication: 2014101073/12.

(140120365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Etablissement François Even, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3940 Mondercange, 15, rue de Pontpierre.
R.C.S. Luxembourg B 32.893.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101015/9.

(140121140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Etablissement François Even, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3940 Mondercange, 15, rue de Pontpierre.
R.C.S. Luxembourg B 32.893.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101016/9.

(140121141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

German Retail Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 129.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 127.708.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101088/10.

(140120330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

German Retail Property Fund Manager S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 134.913.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101089/10.

(140120331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Adon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 34B, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 37.175.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires réunie le 04 juillet 2014 à 11:00 heures

Lors de l'assemblée générale tenue au siège social de la société le 04 juillet 2014, la résolution suivante a été prise à l'unanimité:

L'assemblée accepte la démission de Mme Josiane KEISER du poste d'administrateur, à compter de cette date et nomme en remplacement Mme Mariette URY demeurant à L-6166 Ernster, 80 rue de Grünwald pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice se terminant au 31 décembre 2015.

Pour extrait conforme

ADON SA

Un mandataire

Référence de publication: 2014102831/16.

(140122062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Food Investment Association Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 160.172.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10/07/2014.

Food Investment Association S.à.r.l.
Représentée par Florence Legrand
Directeur

Référence de publication: 2014101045/13.

(140121114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Aligroup International S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 65.343.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 26 juin 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, VI^{ème} Chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour insuffisance d'actif les opérations de la procédure de liquidation n°3824/05 de la société anonyme ALIGRUP INTERNATIONAL S.A., dont le siège social à L-1637 Luxembourg, 9-11, rue Goethe a été dénoncé en date du 27 mai 2002, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B65343.

Ce même jugement a mis les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme
Maître Julien BOECKLER
Le Liquidateur

Référence de publication: 2014103744/17.

(140124559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Fintrust S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 115.534.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale du 15 mai 2014 que, le mandat des organes sociaux étant venu à échéance, ont été renommés:

Administrateurs

- Monsieur Jay H. McDowell, avocat, avec adresse professionnelle à 430 Park Avenue - 10th floor, 10022 New York (USA), président
- Madame Gabriele Schneider, directrice de société, avec adresse professionnelle à in L-1219 Luxembourg, rue Beaumont, 23
- Monsieur Michele Clerici, comptable, avec adresse professionnelle à via Nassa, 21, CH-6906 Lugano (Suisse),

Commissaire aux comptes

- Davies Associates sàrl, établie et ayant son siège social à 50, Route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Le mandat des organes sociaux nouvellement élus expirera à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire qui se tiendra en l'an 2015 pour l'approbation des comptes annuels 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mai 2014.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2014101065/24.

(140120811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Equinocse Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 14.535,00.**

Siège social: L-2613 Luxembourg, 5, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 143.855.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des associés tenue le 24 juin 2014 au siège social de la société

Personne chargée du contrôle des comptes:

Le mandat du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de le réélire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2014 comme suit:

- Ernst & Young S.A., ayant son siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47.771, commissaire aux comptes.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Pour la Société

Référence de publication: 2014105704/17.

(140126225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Espirito Santo Industrial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 39.299.

—
Il résulte du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration de la société tenue en date du 15 juillet 2014 que M. Caetano ESPIRITO SANTO BEIRÃO DA VEIGA, chef d'entreprises, né le 23 juillet 1960 à S. Mamede, Lisbonne, Portugal, avec adresse professionnelle à Quinta da Reticoa, Loja Nova, 2600-062 Vila Franca de Xira, Portugal, a été nommé à la fonction d'Administrateur et de Président du Conseil d'Administration en remplacement de M. Manuel Fernando MONIZ GALVAO ESPIRITO SANTO SILVA, démissionnaire, avec effet immédiat. Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

Sa cooptation sera soumise pour ratification à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires.

Par la présente, nous vous informons que nous sommes dans l'impossibilité de vous fournir l'indication du numéro de la rue de l'adresse professionnelle de M. Caetano ESPIRITO SANTO BEIRÃO DA VEIGA.

Pour extrait conforme

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014105710/18.

(140127088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Altera Investment Fund SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 161.548.

—
EXTRAIT

En date du 4 juillet 2014, les actionnaires ont renouvelé le mandat des administrateurs suivants jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2015:

- M. Philipp Kindt
- M. Kirill Androsov
- M. Benno P. Hafner
- M. Jan Vanhoutte

Il convient par ailleurs de noter que les actionnaires ont renouvelé le mandat d'Ernst & Young en tant que réviseur d'entreprises agréé de la société jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2015.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Référence de publication: 2014103747/19.

(140124338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Espirito Santo Financial Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 22.232.

—
Par lettre de démission datée du 7 juillet 2014, M. Patrick MONTEIRO DE BARROS, Administrateur de la Société, a donné sa démission et s'est démis de ses fonctions, avec effet immédiat.

Par lettre de démission datée du 14 juillet 2014, M. Antonio Luis ROQUETTE RICCIARDI, Administrateur de la Société, a donné sa démission et s'est démis de ses fonctions, avec effet immédiat.

Par lettre de démission datée du 14 juillet 2014, M. Pedro MOSQUEIRA DO AMARAL, Administrateur de la Société, a donné sa démission et s'est démis de ses fonctions, avec effet immédiat.

Il ne sera pas pourvu à leur remplacement respectif.

Le nombre des membres du Conseil d'Administration a, par conséquent, été réduit de 17 à 14 membres.

Pour extrait conforme

SG AUDIT S.à.r.l.

Référence de publication: 2014105709/17.

(140127093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Eurimo Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 23, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 140.315.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 18 juillet 2014 que:

- Madame Sabrina COLANTONIO, née le 13 mars 1982 à Thionville (France), ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommée administrateur de la Société, avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes annuels 2014, en remplacement de Madame Rita Goujon, démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Pour EURIMO Holding S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2014105712/18.

(140126231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

F.D.C. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 107.249.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement en date du 30 avril 2014 que les mandats suivants ont été renouvelés:

- Monsieur Massimo LONGONI, demeurant au 10, rue Mathieu Lambert Schrobilgen, L-2526 Luxembourg à la fonction d'administrateur-Président et administrateur-délégué

- Monsieur Roberto FOLLI, demeurant au 10, Via del Crocifisso, I-20122 Milan (Italie), à la fonction d'administrateur

- Monsieur Giovanni CAGNOLI, demeurant au 10, Via del Crocifisso, I-20122 Milan (Italie) à la fonction d'administrateur

- La société Ser.Com Sàrl, ayant son siège social au 19, boulevard Grande-duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg à la fonction de commissaire aux comptes

Les mandats ci-dessus prendront fin lors l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014105718/19.

(140126472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Etablissement François Even, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1880 Luxembourg, 155, rue Pierre Krier.
R.C.S. Luxembourg B 32.893.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101017/9.

(140121204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

G.A.I.L. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 12.719.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour G.A.I.L. S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014101079/11.

(140120808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Ernst & Young Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 88.019.

EXTRAIT

La liste des signataires autorisés au 1^{er} juillet 2014 de la Société a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/07/2014.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2014105707/14.

(140126348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Euromed Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 130.308.

Extrait de l'acte de cession de parts du 11 janvier 2012

Il résulte de l'acte de cession du 11 janvier 2012 entre

La société STAG S.A. ayant son siège social au 117, avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B136365,

Propriétaire de 500 parts sociales dans la Société EUROMED FINANCE S.A.R.L.

et

La société AIR CONSEIL S.A. ayant son siège social au 117, avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B130603.

que:

500 parts sociales détenues par la Société STAG S.A. dans le capital de la Société EUROMED FINANCE S.À.R.L, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B130308, sont cédées à la société AIR CONSEIL S.A.

Le mandataire

Référence de publication: 2014105713/20.

(140126883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Etablissement François Even, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3940 Mondercange, 15, rue de Pontpierre.
R.C.S. Luxembourg B 32.893.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101018/9.

(140121205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

FR&R Invest Lux Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 158.722.

Les comptes annuels de 2013 clôturés au 31 Décembre 2013 et approuvés lors de l'assemblée ordinaire des actionnaires le 15 mai 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié conforme et sincère

Paddock Fund Administration S.A.

Référence de publication: 2014101074/12.

(140120277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Felicity Luxembourg III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 135.482.

- L'adresse de l'associé de la Société, GERMALUX INVESTMENT I Sarl, est actuellement la suivante:
124, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014101033/13.

(140121191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Global Resorts Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 188.185.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales daté du 25 juin 2014 que:

- Investindustrial V L.P. a transféré 125,000 parts sociales, ayant une valeur nominale de 0,10 euro chacune, à International Resorts S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188.382.

Désormais, l'associé de la Société est le suivant:

- International Resorts S.à r.l. détient 125,000 parts sociales;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Gérant

Référence de publication: 2014101094/20.

(140120426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Lexin Alfortville S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 130.887.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 juillet 2014.

Référence de publication: 2014101311/10.

(140120525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Allianz Infrastructure Luxembourg Holdco I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 164.966.

Les statuts coordonnés au 4 juillet 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2014102794/11.

(140121424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

LF Hotels Acquisition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 165.946.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14.07.2014.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2014101314/12.

(140121194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Amella Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 182.921.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 10 juillet 2014

1. M. Eriks MARTINOVSKIS a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A, avec effet immédiat.
2. M. Nicolas GASZTONYI, administrateur de sociétés, né à Etterbeek (Belgique), le 11 août 1965, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant de catégorie A, avec effet immédiat, pour une durée indéterminée.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 15 juillet 2014

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet immédiat.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de Madame Fanny AUENALLAH et Madame Marie-Jeanne RASQUI, gérantes de catégorie B, se situe désormais à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Pour extraits et avis sincères et conformes

Pour Amelia Investments S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014102801/21.

(140121941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Milo Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 35.462.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 159.599.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 juin 2014.

Référence de publication: 2014101347/10.

(140120590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Luxys S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 94, rue du Grünewald.
R.C.S. Luxembourg B 25.252.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 juin 2014.

Référence de publication: 2014101334/10.

(140120517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Mapua Investment Holding Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 147.873.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Mapua Investment Holding Company S.à r.l.
Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014101337/11.

(140120383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Maritime Holdings Lu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 180.551.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 19 décembre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 20 janvier 2014.

Référence de publication: 2014101338/11.

(140120249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Land and Business S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 114.483.

EXTRAIT

Il est à noter que Madame Orietta Rimi et Monsieur Andrea De Maria sont désormais domiciliés au 26/28 Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Référence de publication: 2014101302/12.

(140120238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Etablissement François Even, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3940 Mondercange, 15, rue de Pontpierre.

R.C.S. Luxembourg B 32.893.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101019/9.

(140121206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Eurocenter Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 174.063.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101023/9.

(140120039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

The PNC Financial Services Holding Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 152.923.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 Juillet 2014.

The PNC Financial Services Holding Luxembourg S.à r.l.

Johannes Laurens de Zwart

Manager

Référence de publication: 2014101668/14.

(140120175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Remora Consult, Société Anonyme.

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmëtt.

R.C.S. Luxembourg B 144.847.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 25 juin 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Diekirch, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de

la société anonyme REMORA CONSULT, établie et ayant son siège social à L-9964 HULDANGE, 3, Op d'Schmëtt, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 144847.

Le même jugement a nommé Juge-Commissaire Monsieur le juge des tutelles Gilles PETRY, et liquidateur Maître Daniel BAULISCH, Avocat à la Cour, demeurant à L-9225 Diekirch, 9, rue de l'Eau.

Le Tribunal d'Arrondissement de et à Diekirch a déclaré applicables les dispositions légales relatives à la liquidation de la faillite et a dit que le présent jugement est exécutoire par provision.

Le Tribunal d'Arrondissement de et à Diekirch a également mis les frais à charge de la société, sinon, en cas d'absence ou d'insuffisance d'actif, à charge du Trésor.

Pour extrait conforme

Me Daniel BAULISCH

Le liquidateur

Référence de publication: 2014101804/22.

(140122433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Tangor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 148.429.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101688/9.

(140120134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Thule Fund S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 183.849.

Monsieur Sebastian Frizzo a donné sa démission en tant qu'administrateur de Thule Fund S.A., SICAV-SIF. Sa démission a pris effet le 11 juillet 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 11 juillet 2014.

Pour le compte de Thule Fund S.A., SICAV-SIF

Citibank International plc (Luxembourg Branch)

Référence de publication: 2014101669/14.

(140121094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Stripes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 115.937.

06/06/2013 L 130090879

Déposé le 06/06/2013 au Registre de commerce et des Sociétés de Luxembourg

La mention rectificative remplacera la précédente version déposée.

RECTIFICATIF

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 rectifiés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Référence de publication: 2014101659/15.

(140120959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Surf International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 47.010.

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration du 2 juin 2014

Le président du conseil d'administration fait part du décès de Monsieur Virgilio LEIDI, administrateur, en date du 27 mai 2014.

Monsieur Carlo LEIDI, demeurant 52/A Via Levata, I-15122 Spinetta-Marengo est nommé administrateur avec effet au 28 mai 2014.

Monsieur Carlo LEIDI terminera le mandat de l'administrateur décédé venant à échéance lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Référence de publication: 2014101661/16.

(140120961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Dantès, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 174.561.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014104801/9.

(140125304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Dekode S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-9964 Huldange, 3, op der Schmétt.

R.C.S. Luxembourg B 155.797.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014104803/9.

(140125468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Element Power G.P. S.à r.l. & Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Capital social: EUR 555.948,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 141.860.

Lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 17 juin 2014, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Jeff O'Dwyer, avec adresse professionnelle au 42, Upper Berkeley Street, Meridien House, 2nd floor, W1H 5QJ Londres, Royaume-Uni, au mandat de membre du conseil de surveillance, avec effet au 3 avril 2014 et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014;

2. Acceptation de la démission de Mark Buckland, avec adresse professionnelle au 3, Sheldon Square, Paddington Central, W2 6 HY Londres, Royaume-Uni, de son mandat de membre du conseil de surveillance, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Référence de publication: 2014104827/17.

(140125238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Euro Footwear Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 113.247.

Veillez prendre note qu'une erreur s'est glissée lors du dépôt des décisions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 27 novembre 2013 auprès du registre de Commerce et des Sociétés, sous la référence L140013514 en date du 22 janvier 2014.

Il convient de lire que Monsieur Jack CLEMONS, administrateur de sociétés, né à Wakefield (Royaume-Uni), le 10 novembre 1966, demeurant professionnellement à c/o Bata Brands SA, avenue de Rhodanie, 70, CH-1007 Lausanne (Suisse), nommé comme gérant pour une période indéterminée, s'appelle George CLEMONS et non Jack CLEMONS comme mentionné par erreur.

Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour Euro Footwear Holdings S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014104831/19.

(140125740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Samara Capital Corporation S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 113.650.

In the year two thousand and fourteen.

On the ninth day of July.

Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

The limited liability company governed by the laws of the Cayman Islands "SAMARA HOLDINGS LIMITED", with its registered office at CALEDONIAN TRUST (CAYMAN) LIMITED CALEDONIAN HOUSE, 69 Dr. Roy's drive, P.O. Box 1043, George Town, Grand Cayman, KY1-1102, Cayman Islands,

here represented by Ms. Claudia Rouckert, private employee, residing professionally in Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy signed "ne varietur" by the attorney and the undersigned notary will remain attached to the present deed, in order to be recorded with it.

The appearing party, through its attorney, declared and requested the notary to act:

That the appearing party is the sole present shareholder of the private limited company (société à responsabilité limitée) "Samara Capital Corporation S. à r.l.", with its registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S. Luxembourg B113650, incorporated by deed of Maître Henri HELLINCKX, notary then residing in Mersch (Grand-Duchy of Luxembourg), on January 16, 2006, published in the Mémorial C number 754 of April 13, 2006, and whose articles of association have been modified by Maître Henri HELLINCKX, pre-named, on March 13, 2007, published in the Mémorial C number 1336 of July 3, 2007,

and that the appearing party has taken the following resolutions:

First resolution

The appearing party decides to transfer the company's registered office from L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte to L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Second resolution

With effect to January 1st, 2014, the appearing party decides to cancel the shares' nominal value.

Third resolution

With effect to January 1st, 2014, the appearing party decides to exchange the two hundred (200) shares formerly with a nominal value of two thousand six hundred and five RUB (RUB 2,605.-) each against two hundred (200) shares without a nominal value.

Fourth resolution

With effect to January 1st, 2014, the appearing party decides to adopt the US Dollars as the capital's currency.

Fifth resolution

With effect to January 1st, 2014, the appearing party decides to convert the capital amounting to five hundred and twenty-one thousand RUB (RUB 521,000.-) into fifteen thousand eight hundred seventy three US Dollars and eleven Cents (USD 15,873.11) at the exchange rate of one US Dollars (USD 1.-) equal to thirty two point eight two two eight RUB (RUB 32.8228) as of January 1st, 2014.

Sixth resolution

The appearing party decides to increase the company's corporate capital to the extent of four thousand one hundred twenty six US Dollars and eighty nine Cents (USD 4,126.89) in order to raise it from the amount of fifteen thousand eight hundred seventy three US Dollars and eleven Cents (USD 15,873.11) to twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-) without issuing new shares.

Payment

The company's capital increase has been fully paid by contribution in cash of four thousand one hundred twenty six US Dollars and eighty nine Cents (USD 4,126.89) by the sole shareholder, pre-named.

The amount of four thousand one hundred twenty six US Dollars and eighty nine Cents (USD 4,126.89) is now at the free disposal of the company, evidence hereof having been given to the undersigned notary.

121408

Seventh resolution

The appearing party decides to adopt a nominal value of one US Dollars (USD 1.-) per share.

Eighth resolution

The appearing party decides to exchange the two hundred (200) shares formerly without a nominal value against twenty thousand (20,000) shares with a nominal value of shares of one US Dollar (USD 1.-) each.

Ninth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, article five of the articles of association is amended as follows:

" **Art. 5.** The corporate capital is set at twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-) represented by twenty thousand (20,000) shares with a nominal value of shares of one US Dollar (USD 1.-) each."

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English and French states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney, known to the notary by her surname, Christian name, civil status and residence, the latter signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze.

Le neuf juillet.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé.

A COMPARU:

La société anonyme "SAMARA HOLDINGS LIMITED", avec siège social à CALEDONIAN TRUST (CAYMAN) LIMITED CALEDONIAN HOUSE, 69 Dr. Roy's drive, P.O. Box 1043, George Town, Grand Cayman, KY1-1102, Iles Caïmans, ici représentée par Mlle. Claudia Rouckert, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration sous seing privé.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Que la comparante est la seule associée actuelle de la société à responsabilité limitée "Samara Capital Corporation S. à r.l. ayant son siège à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S. Luxembourg B113650, constituée par acte de Maître Henri HELLINCKX, notaire alors de résidence à Mersch (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 16 janvier 2006, publié au Mémorial C numéro 754 du 13 avril 2006, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par Maître Henri HELLINCKX, pré-nommé, le 13 mars 2007, publié au Mémorial C numéro 1336 du 3 juillet 2007,

et que la comparante a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

La comparante décide de transférer le siège social de la société de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Deuxième résolution

Avec effet au 1^{er} janvier 2014, la partie comparante décide de supprimer la valeur nominale des parts sociales.

Troisième résolution

Avec effet au 1^{er} janvier 2014, la partie comparante décide d'échanger les deux cents (200) parts sociales anciennement d'une valeur nominale de deux mille six cent cinq RUB (RUB 2.605,-) chacune contre deux cents (200) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Quatrième résolution

Avec effet au 1^{er} janvier 2014, la partie comparante décide d'adopter le Dollars US comme devise du capital.

121409

Cinquième résolution

Avec effet au 1^{er} janvier 2014, la partie comparante décide de convertir le capital s'élevant à cinq cent vingt et un mille RUB (RUB 521.000,-) en quinze mille huit cent soixante-treize Dollars US et onze Cents (USD 15.873,11) au cours de change d'un Dollar US (USD 1,-) égal à trente-deux virgule huit deux deux huit RUB (RUB 32,8228) en date du 1^{er} janvier 2014.

Sixième résolution

La partie comparante décide d'augmenter le capital social à concurrence de quatre mille cent vingt-six US Dollars et quatre-vingt-neuf Cents (USD 4.126,89) pour le porter de son montant de quinze mille huit cent soixante-treize Dollars US et onze Cents (USD 15.873,11) à vingt mille US Dollars (USD 20.000,-) sans émission de parts sociales nouvelles.

Paiement

L'augmentation de capital de la société a été intégralement payée par versement en espèces de quatre mille cent vingt-six Dollars US quatre-vingt-neuf Cents (USD 4.126,89) par l'associée unique, pré-nommée.

La somme de quatre mille cent vingt-six Dollars US et quatre-vingt-neuf Cents (USD 4.126,89) est dès à présent à disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant par un certificat bancaire.

Septième résolution

La partie comparante décide d'adopter une valeur nominale d'un Dollar US (USD 1,-) par part sociale.

Huitième résolution

La partie comparante décide d'échanger les deux cents (200) parts sociales antérieurement sans désignation de valeur nominale contre vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un Dollar US (USD 1,-) chacune.

Neuvième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, l'article cinq des statuts se trouve modifié comme suit:

" **Art. 5.** Le capital social est fixé à vingt mille Dollars US (USD 20.000,-) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un Dollar US (USD 1,-) chacune."

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 juillet 2014. Relation: EAC/2014/9732. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014106089/135.

(140126216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Feri Trust (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 18, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 128.987.

Herr Matthias Klöpfer hat sein Mandat als Aufsichtsratsmitglied und stellvertretender Vorsitzender der Gesellschaft mit Wirkung zum 01.05.2014 niedergelegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 11. Juli 2014.

Feri Trust (Luxembourg) S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2014101034/13.

(140120758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Selp (Charlie Germany) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 188.738.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eleventh day of July.

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

SELP Administration S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under Luxembourg law, having its registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 177308,

here represented by Sara Lecomte, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal on 8 July 2014.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

1. "Corporate form and name. This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of SELP (Charlie Germany) S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles -including Article 12.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company is twelve thousand five hundred Euros (€ 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the the Manager(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Manager(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

8. Management.

8.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

8.4 A Manager may be removed at any time for any reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Powers of the managers. The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

10.1 if the Company has a Sole Manager, the sole signature of the Sole Manager;

10.2 if the Company has more than one Manager, the sole signature of any Manager.

11. Board meetings.

11.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

11.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

11.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 11.5.

11.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

11.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of managers (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

11.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

11.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

12. Shareholders' resolutions.

12.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

12.2 Subject as provided in Articles 12.3, 12.4 and 12.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

12.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

12.4 Subject as provided in Article 12.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

12.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

12.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

12.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

12.8

12.8.1 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted.

12.8.2 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 12.8.1 and the above provisions of Article 12.8.2, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

13. Business year. The Company's financial year starts on 1st January and ends on the 31st December of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 31 December (all dates inclusive).

14. Distributions on shares.

14.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

14.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

14.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

15. Dissolution and liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 12. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

16. Interprétation and luxembourg law.

16.1 In these Articles:

16.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

16.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

16.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

16.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law."

Subscription - Payment

The capital has been subscribed as follows:

Shares:

SELP Administration S.à r.l. 12,500 Shares
 Total: 12,500 Shares

All these Shares have been fully paid up by contribution in cash, so that the sum of twelve thousand and five hundred Euros (EUR 12,500.-) corresponding to a share capital of twelve thousand and five hundred Euros (EUR 12,500.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand two hundred Euros (€ 1,200.-).

Sole shareholder's resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named party, representing the entirety of the subscribed share capital and exercising the powers devolved to the Shareholders' Meeting, passed, through its proxyholder, the following resolutions:

1) The following persons are appointed as managers of the Company for an undetermined period and with immediate effect:

- Simon Carlyon, born in Manly, Sydney, Australia, on 15 July 1973, and having his professional address at Cunard House, 15 Regent Street, London SW1Y 4LR;
- Octavia Peters, born in Moreton In The Marsh, England on 25 February 1969 and having her professional address at Cunard House, 15 Regent Street, London SW1Y 4LR;
- Desmond Mitchell, born in Wells, Somerset, England on 24 August 1957 and professionally residing at 4, Allée des Charmes, L1372 Luxembourg; and
- Alain Peigneux, born in Huy, Belgium on 22 February 1968 and professionally residing at 283 Route d'Arlon, L-8011 Strassen.

2) The Company shall have its registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, he/she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le onzième jour de juillet,

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

SELP Administration S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177308,

ici représentée par Sara Lecomte, résidant à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 8 juillet 2014.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte de la constitution d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

1. "Forme - Dénomination. Le présent document constitue les statuts (les "Statuts") de SELP (Charlie Germany) S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915").

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg par:

(a) le Gérant Unique (tel que défini à l'article 8.2) si la Société est gérée à ce moment là par un Gérant Unique; ou

(b) le Conseil de Gérance (tel que défini à l'article 8.3) si la Société est gérée à ce moment là par un Conseil de Gérance; ou

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (que ce soit ou non dans la même municipalité) par une résolution des associés de la Société (une "Résolution des Associés") passée conformément à ces Statuts - y compris l'article 12.4 - et les lois du Grand-Duché de Luxembourg de temps en temps, y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique, social ou autre, de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, et la Société, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera une société luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance de la Société ainsi qu'approprié.

2.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales à la fois au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

3. Objets. Les objets sociaux de la Société sont les suivants:

3.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes les entités sociales dans lesquelles la Société détient un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (par souscription dès l'origine, offre, acquisition, échange ou autre procédé) tout ou partie des actions, parts, obligations, actions préférentielles, emprunt obligataire et tout autre titre émis ou garanti par toute personne et tout autre actif de quelque nature qu'il soit et de détenir ces titres en tant qu'investissements, ainsi que de les céder, les échanger et en disposer au même titre;

3.2 d'entreprendre toute activité ou commerce qui soit, et d'acquérir, soutenir ou reprendre tout ou partie de l'activité, des biens et/ou des dettes d'une personne entreprenant une activité;

3.3 d'investir et de gérer l'argent et les fonds de la Société de la façon déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié), et de prêter des fonds et accorder dans chaque cas, à toute personne, des crédits, assortis ou non de sûretés;

3.4 de conclure des emprunts, de réunir des fonds et de sécuriser le paiement des sommes d'argent comme le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié) le déterminera, y compris, sans limitation, par l'émission (dans la mesure où la Loi Luxembourgeoise l'autorise) d'obligations et tout autre titre ou instrument, perpétuel ou autre, convertible ou non, en relation ou non avec tout ou partie des biens de la Société (présents ou futurs) ou son capital non encore levé, et d'acquérir, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.5 d'acquérir tout titre, fusionner, entreprendre une consolidation ou encore conclure un partenariat ou un arrangement en vue de partager les profits, une conciliation d'intérêts, une coopération, une joint-venture, une concession réciproque ou autre procédé avec toute personne, y compris, sans limitation, tout personne appartenant à la Société;

3.6 de conclure une garantie ou contrat d'indemnités ou de sûretés et accorder une sûreté en vue de l'exécution des obligations et/ou du paiement de sommes d'argent par toute personne (y compris toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect (une "Entité Holding") ou toute personne qui est, à cet instant, un membre ou a de quelque façon que ce soit, un intérêt direct ou indirect dans la Société ou toute entité sociale dans laquelle l'Entité Holding a un intérêt direct ou indirect et toute personne qui est associée à la Société dans certaines activités ou partenariat), sans que la Société y perçoive obligatoirement une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect) et que ce soit par engagement personnel ou hypothèque, cautionnement ou charge pesant sur tout ou partie des biens, des propriétés, des actifs (présent ou futur) de la Société ou par tout autre moyen; pour les besoins de cet article 3.6, une "garantie" comprend, sans limitation, toute obligation, sous toute forme qu'elle soit, de payer, de compenser, de fournir des fonds pour le paiement ou la compensation, d'indemniser ou d'assurer l'indemnisation contre les conséquences d'un défaut de paiement d'une dette à laquelle une autre personne est tenue, ou encore d'être responsable de cette dette;

3.7 d'acquérir, prendre à bail, échanger, louer ou acquérir de quelque façon que ce soit toute propriété immobilière ou mobilière et tout droit ou privilège qui y serait relatif;

3.8 de céder, mettre à bail, échanger, mettre en location ou disposer de toute propriété immobilière ou mobilière et/ou tout ou partie des biens de la Société, contre une contrepartie déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié), y compris, sans limitation, des parts sociales, obligations ou tout autre titre, entièrement ou partiellement libéré, dans le capital de toute personne, que celle-ci ait ou non (en tout ou partie) le même objet social que la Société; détenir des actions, des obligations ou tout autre titre ainsi acquis; apporter des améliorations, gérer, développer, céder, échanger, donner à bail, mettre en hypothèque, disposer ou accorder des droits d'option, tirer parti ou toute autre action en rapport avec tout ou partie des biens et des droits de la Société;

3.9 d'entreprendre toutes les actions envisagées dans les paragraphes de cet article 3 (a) à tout endroit du monde; (b) en tant que partie principale, d'agent, de co-contractant, de trustee ou de toute autre façon; (c) par l'intermédiaire de trustees, d'agents, de sous-contractants, ou de toute autre façon; et (d) seul ou avec une ou plusieurs autres personnes;

3.10 d'entreprendre toutes les actions (y compris conclure, exécuter et délivrer des contrats, des accords, des conventions et tout autre arrangement avec une personne ou en sa faveur) que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (le cas échéant) estime être accessoires ou nécessaires à la réalisation de l'objet social de la Société, ou à l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

ETANT TOUJOURS ENTENDU que la Société ne sera pas partie à une transaction qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui requerrait en vertu de la Loi Luxembourgeoise l'obtention d'une autorisation de commerce, sans que cette autorisation conforme à la Loi Luxembourgeoise ne soit obtenue.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les "Parts Sociales"). Dans les présents Statuts, "Associés" désignent les détenteurs des Parts Sociales au moment donné et "Associé" doit être interprété conformément.

5.2 La Société peut créer un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par le(s) Gérant(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

5.3 La Société peut, sans limitation, accepter du capital ou d'autres apports sans émettre de Parts Sociales ou autres titres en contrepartie de l'apport et peut créditer les apports à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes seront prises par le(s) Gérant(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Pour écarter tout doute, toute décision peut, mais n'a pas besoin de, allouer tout montant apporté à l'apporteur.

5.4 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

5.5 La Société peut racheter et/ou annuler ses propres Parts Sociales sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

6. Indivisibilité des parts sociales.

6.1 Chaque Part Sociale est indivisible.

6.2 Une Part Sociale peut être enregistrée au nom de plus d'une personne à condition que tous les détenteurs d'une Part Sociale notifient par écrit la Société lequel d'entre eux est à considérer comme leur représentant; la Société considérera ce représentant comme s'il était le seul Associé pour la Part Sociale en question, y compris pour les besoins des droits de vote, dividende et autres droits de paiement.

7. Cession de parts sociales.

7.1 Au cours de la période durant laquelle la Société a un seul Associé, les Parts Sociales seront librement cessibles.

7.2 Au cours de la période durant laquelle la Société a plusieurs Associés:

7.2.1 les Parts Sociales ne sont pas cessibles, sauf pour raison de décès, à d'autres personnes que des Associés à moins que les Associés détenant au moins trois quarts des Parts Sociales n'aient accepté la cession lors d'une assemblée générale;

7.2.2 les Parts Sociales ne sont pas cessibles, en cas de décès, à d'autres personnes que les Associés sauf si les Associés détenant au moins les trois-quarts des Parts Sociales détenues par les survivants aient approuvé cette cession ou dans les conditions envisagées par l'article 189 de la Loi de 1915;

7.2.3 La cession de Parts Sociales est sujette aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

8. Gérance.

8.1 La Société sera administrée par un ou plusieurs gérants (les "Gérants") qui seront nommés par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise à aux présents Statuts.

8.2 Si la Société est administrée à un moment donné par Gérant unique, il sera désigné dans les présents Statuts par le "Gérant Unique".

8.3 Si la Société est administrée à un moment donné par plus d'un Gérant, ils constitueront un conseil de gérance (le "Conseil" ou le "Conseil de Gérance").

8.4 Un Gérant pourra être révoqué à tout moment avec ou sans cause par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise à aux présents Statuts.

9. Pouvoirs des gérants. Le Gérant Unique, quand la Société est administrée par un seul gérant, ou en cas de pluralité de Gérant, le Conseil de Gérance, aura tous pouvoirs pour prendre toutes les actions qui sont nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, sous réserve des actions qui sont réservées par la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts aux Associés.

10. Représentation. Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, les personnes suivantes sont autorisées à représenter et/ou à engager la Société:

10.1 si la Société est administrée par un Gérant Unique, le Gérant Unique;

10.2 en cas de pluralité de Gérants, la signature de tout Gérant.

11. Réunions du conseil de gérance.

11.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les "Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance nomme un président.

11.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans se plier à tout ou partie des conditions et formalités de convocation préalable si tous les Gérants ont renoncé à ces

formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

11.3 Un Gérant peut nommer un autre Gérant (et seulement un Gérant) pour le représenter (le "Représentant du Gérant") lors d'une Réunion du Conseil, assister, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonctions en son nom à la Réunion du Conseil. Un Gérant peut représenter plusieurs Gérants à un Conseil de Gérance à la condition que (sans préjudice quant aux quorums requis) au moins deux Gérants soient présents physiquement à une Réunion du Conseil tenue en personne ou participe en personne à une Réunion du Conseil tenue en vertu de l'article 11.5.

11.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si la majorité des Gérants sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à la majorité simple.

11.5 Un Gérant ou le Représentant d'un Gérant peut valablement participer à une Réunion du Conseil par voie d'utilisation de conférence téléphonique, de vidéo conférence et de conférence téléphonique ou de tout autre équipement de communication similaire à condition que toutes les personnes participant à une telle réunion soient dans la capacité de s'entendre et de parler tout au long de la réunion. Une personne participant de cette manière est réputée être présente en personne à la réunion, devra être comptée dans le quorum et sera autorisée à voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, toutes les activités commerciales qui sont effectuées de cette manière par tous les Gérants seront réputés pour les besoins des présents statuts, valables et effectivement traitées à une Réunion du Conseil, peu importe que moins que le nombre de Gérants (ou leurs représentants) requis pour constituer un quorum aient été physiquement présents au même endroit.

11.6 Une résolution écrite, signée par tous les Gérants (ou en relation avec tout Gérant, son Représentant) est valide et effective comme si elle avait été adoptée à une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et peut consister en un ou plusieurs documents ayant le même contenu et signés par ou au nom d'un ou plusieurs des Gérants concernés.

11.7 Les procès-verbaux d'un Conseil de Gérance devront être signés et les extraits de ces procès-verbaux pourront être certifiés par tout Gérant présent à la Réunion.

12. Résolutions des associés.

12.1 Chaque Associé a droit à un vote pour chaque Part Sociale dont il est le détenteur.

12.2 Sous réserve des dispositions prévues aux articles 12.3, 12.4 et 12.5, les Résolutions des Associés sont valides uniquement si elles sont adoptées par les Associés détenant plus de la moitié des Parts Sociales, toutefois si ce chiffre n'est pas atteint lors de la première assemblée ou lors des premières résolutions écrites, les Associés devront être convoqués ou être consultés une seconde fois, par lettre recommandée et les résolutions pourront être adoptées à la majorité des votes, sans préjudice du nombre de Parts Sociales représentées.

12.3 Les Associés ne pourront pas changer la nationalité de la Société ou obliger un des Associés à augmenter sa participation dans la Société sans un vote unanime de tous les Associés.

12.4 Sous réserve des dispositions prévues à l'article 12.3, toute résolution pour modifier les présents Statuts (incluant un changement de Siège Social), sous réserve de toute disposition contraire, doit être passée par une majorité en nombre des Associés représentant les trois quarts des Parts Sociales.

12.5 Une résolution pour dissoudre la Société ou pour déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou pour nommer les liquidateurs doit être passée conformément à la Loi Luxembourgeoise.

12.6 Une réunion des Associés (une "Assemblée Générale") peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des conditions et formalités de convocation préalable si tous les Associés ont renoncé à ces formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de l'Assemblée Générale en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

12.7 Un Associé peut être représenté à une Assemblée Générale en désignant par écrit (ou par fax ou e-mail ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'a pas besoin d'être un Associé.

12.8

12.8.1 S'il y a moins de vingt-cinq Associés dans la Société, les Résolutions des Associés pourront être passées par voie de résolutions écrites des Associés plutôt que lors d'une Assemblée Générale à la condition que chaque Associé reçoive le texte précis des résolutions ou décisions à adopter.

12.8.2 Les conditions de majorité requises applicables à l'adoption de résolutions par une Assemblée Générale s'appliquent mutatis mutandis à la prise de résolutions écrites par les Associés. Sauf lorsque cela est requis par la Loi Luxembourgeoise, il n'y a pas de condition de quorum pour l'adoption de résolutions écrites par les Associés. Les résolutions écrites des Associés seront réputées valablement adoptées immédiatement après réception par la Société de copies originales (ou de copies envoyées par facsimilé ou par pièces jointes à un e-mail) des votes des Associés sous réserve des conditions requises à l'article 12.8.1 et des présentes dispositions 12.8.2, que les Associés aient voté ou non.

13. Exercice social. L'exercice social de la Société débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, étant entendu que, en tant que mesure transitoire, le premier exercice social de la Société débute à la date de sa constitution et se termine le 31 décembre suivant (toutes dates comprises).

14. Distribution sur parts sociales.

14.1 Sur le bénéfice net de la Société déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent seront prélevés et alloués à une réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent du capital social de la Société.

14.2 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des Statuts, la Société peut par résolutions des Associés déclarer des dividendes en conformité avec les droits respectifs des Associés.

14.3 Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut, le cas échéant, décider de payer des acomptes sur dividendes au(x) Associé(s) avant la fin de l'exercice social sur base d'une situation comptable montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi de 1915 ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés peuvent devoir être remboursés par le(s) Associé(s).

15. Dissolution et liquidation. La liquidation de la Société sera décidée par l'assemblée générale des Associés en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et l'article 12. Dans le cas où la Société n'a qu'un Associé, cet Associé peut, à son gré, décider de liquider la Société en reprenant à son compte l'ensemble des actifs et passifs, connus ou inconnus, de la Société.

16. Interprétation et loi luxembourgeoise.

16.1 Dans les présents Statuts:

16.1.1 une référence à:

- (a) un genre devra inclure chaque genre;
- (b) (à moins que le contexte ne requière autrement) le singulier devra inclure le pluriel et vice versa;
- (c) une "personne" inclut une référence à tout individu, firme, société, corporation ou toute autre entité, gouvernement, état ou agence d'un état ou joint venture, association, partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (ayant ou non une personnalité juridique séparée);
- (d) une disposition légale ou statutaire inclut toutes modifications y afférentes et toutes nouvelles entrées en vigueur (avec ou sans modifications);

16.1.2 les mots "inclure" et "incluant" seront censés être suivis par les mots "sans limitation" et on ne donnera pas aux mots généraux une interprétation restrictive pour la raison qu'ils seraient précédés ou suivis d'un mot indiquant un terme particulier, des faits ou des choses ou par des exemples qui tombent dans la définition des mots généraux;

16.1.3 les en-têtes de ces Statuts ne doivent pas affecter leur interprétation.

16.2 En complément de ces Statuts, la Société est également gouvernée par toutes les dispositions de la Loi Luxembourgeoise."

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

Parts Sociales:

SELP Administration S.à r.l. 12,500 Parts Sociales

Total: 12,500 Parts Sociales

Toutes les Parts Sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) correspondant à un capital de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la partie comparante précitée, représentant la totalité du capital social et exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des Associés, a pris, au travers de son mandataire, les résolutions suivantes:

- 1) Les personnes suivantes sont nommées Gérants de la Société pour une durée indéterminée et avec effet immédiat:
 - Simon Carlyon, né le 15 juillet 1973 à Manly, Sydney, Australie et ayant sa résidence professionnelle à Cunard House, 15 Regent Street, Londres SW1Y 4LR;
 - Octavia Peters, née le 25 février 1969 à Moreton In The Marsh, Grande-Bretagne et ayant sa résidence professionnelle à Cunard House, 15 Regent Street, Londres SW1Y 4LR;
 - Desmond Mitchell, né le 24 août 1957 à Wells, Somerset, Grande-Bretagne et ayant sa résidence professionnelle à 4, Allée des Charmes, L1372 Luxembourg; et

- Alain Peigneux, né le 22 février 1968 à Huy, Belgique et ayant sa résidence professionnelle au 283 Route d'Arlon, L-8011 Strassen.

2) Le siège social de la Société est établi au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. LECOMTE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 16 juillet 2014. Relation: LAC/2014/33380. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014106116/513.

(140126698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Cetp III Expereo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 188.735.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eleventh day of July,

Before Us, Maître Jean-Paul Meyers, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

CETP III Participations S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company, incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, incorporated by a notarial deed of Maître Francis Kessler, civil law notary, dated February 5, 2014, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B.184620, and whose articles of incorporation have not yet been amended,

here represented by Marine Leonardis, employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of an "ad hoc" a proxy given under private seal.

The said proxy, signed ne varietur by the representative of the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with it with the registration authorities.

Such appearing party, represented as here above stated, has requested the notary to incorporate a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") with the following articles of incorporation:

Title I. - Form - Corporate object - Duration - Name - Registered office

Art. 1. Form. There is hereby formed between the subscriber and all those who may become shareholders in the future, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereinafter the "Company"), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereinafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereinafter the "Articles").

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is (i) the holding of participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other Luxembourg or foreign companies, the control, the management, as well as the development of these participations, (ii) the financing of any commercial, industrial, financial or other Luxembourg or foreign companies belonging to the same group of companies as the Company and (iii) the acquisition of intellectual property rights and the licensing of such rights to any commercial, industrial, financial or other Luxembourg or foreign companies.

It may acquire any securities or rights by way of share participations, subscriptions, negotiations or in any manner, participate in the establishment, development and control of any companies or enterprises and render them any assistance.

The Company may also act as manager or director of one or several companies in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

The Company may borrow money in any form and proceed to the issuance of bonds, notes, promissory notes, certificates or any other financial or debt instruments or debt securities which may be convertible or not.

The Company may grant loans or advance money by any means to other companies or undertakings belonging to the same group of companies as the Company and render any assistance by way in particular of the granting of guarantees, collaterals, pledges, securities or otherwise and subordinate its claims in favor of third parties for the obligations of any such companies or undertakings.

The Company may also enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and any such other risks generally.

In addition, the Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it may deem necessary or useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Name. The Company will have the name “CETP III Expereo S.à r.l.”.

Art. 5. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg City (Grand Duchy of Luxembourg).

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality where the Company has its registered office by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

If political, economical or social developments that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, as determined by the management of the Company, have occurred or are imminent, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

Title II. - Share capital, Shares and transfer of shares

Art. 6. Share capital. The share capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 18 of the Articles.

Art. 7. Premium accounts. The Company may set up a share premium account into which any premium paid on any share is transferred. The share premium account is at the free disposal of the shareholders.

The shareholders may decide to increase the capital reserves of the Company by capital contributions in cash or in kind not remunerated by shares (apport en capitaux propres non rémunéré par des titres, item 115 of the Luxembourg standard chart of account).

Art. 8. Shareholders' rights. Each share entitles the holder thereof to a fraction of the Company's assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Shares indivisibility. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. Transfer of shares. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

The Company's shares are freely transferrable between shareholders.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of at least three quarters of the share capital held by the surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Title III. - Management

Art. 11. Board of managers. The Company is managed by one (hereinafter the “Sole Manager”) or more managers. If several managers are appointed, they constitute a board of managers (hereinafter, the “Board of Managers”). The manager (s) need not be shareholders. The manager(s) may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of the general meeting of shareholders.

Art. 12. Powers of the board of managers. In dealing with third parties, the Sole Manager or the Board of Managers shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose, provided that the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or these Articles to the general meeting of shareholders shall fall within the competence of the Sole Manager or the Board of Managers.

Art. 13. Representation of the company. Towards third parties, the Company shall be bound by (i) the single signature of the Sole Manager, and in case of plurality of managers by (ii) the joint signature of any two managers or (iii) the single signature of any person to whom such signatory power has been delegated by the Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers, but only within the limits of such power.

Art. 14. Delegation of power. The Sole Manager or the Board of Managers shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxy holders, selected from its members or not, either shareholders or not.

The Sole Manager or the Board of Managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several manager(s) or agent(s) and shall determine the manager's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

Art. 15. Meeting of the board of managers. In case of plurality of managers, the Board of Managers may elect a chairman among its members. If the chairman is unable to be present, his office will be taken by election among the managers present at the meeting. The Board of Managers may also elect a secretary who need not be a manager or a shareholder of the Company.

The meetings of the Board of Managers are convened by the chairman or by any manager.

Written notice of any meeting of the Board of Managers shall be given to all managers at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting.

No such convening notice is required if all the members of the Board of Managers are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and have had full knowledge of the agenda of the meeting.

The notice may be waived by the consent in writing or by letter, telefax, e-mail, telegram or telex of each manager.

Separate notice shall not be required for individually meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, by letter, telefax, e-mail, telegram or telex another manager as his proxy. Votes may also be cast in writing by letter, telefax, e-mail, telegram or telex.

The Board of Managers may only validly deliberate and take decisions if a majority of its members are present or represented and any decision taken by the Board of Managers shall require a simple majority.

One or more managers may participate and vote in any meeting of the Board of Managers by conference call or video conference or by other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Art. 16. Minutes of the meetings. The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by any two managers or by the chairman and the secretary. Extracts of the minutes can also be delivered to third parties dealing with the Company and certified either by any two managers or by the chairman and the secretary or anyone to whom such power has been delegated by the Board of Managers. These minutes and extracts and all factual declarations contained therein shall be conclusive evidence towards the Company and any interested person that the resolutions have been duly taken at a meeting of the Board of Managers validly held.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the Board of Managers. The resolutions may be signed by the managers in a single or in several separate documents sent by letter, telefax, e-mail, telegram or telex at the registered office of the Company. The date of the written resolutions will be the date of the last signature of a manager on a copy of the written resolutions.

Art. 17. Liability of the managers. The Sole Manager, or in case of plurality of managers, the members of the Board of Managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/ them in the name of the Company.

Title IV. - Shareholders' meetings

Art. 18. Shareholders' meetings. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting pursuant to article 200-2 of the Law.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

Shareholders' meetings may always be convened by any two (2) managers, failing which by shareholder(s) representing more than half of the share capital of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a shareholder.

Resolutions to amend the Articles may only be adopted by (i) a majority of shareholders (ii) representing at least three quarters of the Company's share capital, in accordance with the provisions of the Law. Change of nationality of the Company requires unanimity.

Title V. - Accounting year and annual accounts

Art. 19. Accounting year. The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 20. Annual accounts. At the end of each financial year, the Company's accounts are established and the Sole Manager or the Board of Managers, as the case may be, prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 21. Allocation of profits and interim dividends. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to his/their shareholding in the Company.

Notwithstanding the foregoing, the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers may in particular decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve as established by the Law or the Articles.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Sole Manager or the Board of Managers shall determine from time to time.

Interim dividends may be distributed in compliance with the terms and conditions provided for by the Law.

Title VI. - Liquidation and dissolution

Art. 22. Liquidation. At the time of winding up the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 23. Dissolution. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of any of the shareholders.

Title VII. - Applicable law

Art. 24. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on the thirty first of December two thousand fourteen.

Subscription - Payment

The articles of association having thus been established, CETP III Participations S.à r.l., prenamed, declared to subscribe for twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company, having a nominal value of one Euro (EUR 1) each, and have them fully paid up in the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) by contribution in cash in the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-), so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is at the free disposal of the Company, as has been evidenced to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Resolutions of the sole shareholder

1) The sole shareholder of the Company resolves to appoint the following persons as managers of the Company:

- Mrs Barbara Imbs, Associate Vice President, born on September 20, 1977 in Haguenau, France, with professional address at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

- Mrs Erica K. Herberg, Principal, born on June 8, 1974, in the State of North Carolina, United States of America, with professional address at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

- Mr. Christopher Finn, Managing Director, born on July 6, 1957, in New York, United States of America, with professional address at Lansdowne House, 57, Berkeley Square, London W1J 6ER, United Kingdom;

- CETP III MANAGING GP HOLDINGS, L.L.C., a company registered in Delaware and having its registered address at c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801;

- The duration of their mandate is unlimited.

2) The sole shareholder resolves to fix the registered office of the Company at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present shareholder's meeting are estimated at approximately one thousand five hundred euros.

Power

The above appearing party(ies) hereby give(s) power to any agent and / or employee of the office of the signing notary, acting individually to proceed as the case may be with the registration, listing, modification, deletion, publication or any other useful or necessary operations following this deed and possibly to draw, correct and sign any error, lapse or typo in this deed.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version.

On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the person appearing, he signed together with the undersigned notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède.

L'an deux mille quatorze, le onze juillet.

Par-devant Nous, Maître Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

CETP III Participations S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, constituée et existant selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, constituée par acte notarié de Maître Francis Kessler du 5 février 2014, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro B.184620, et dont les statuts n'ont pas été modifiés,

ici représentée par Marine Leonardis, Company Administrator, professionnellement établie à Luxembourg, en vertu d'une procuration «ad hoc» donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire de constituer une société à responsabilité limitée ayant les statuts suivants:

Titre I^{er} . - Forme - Objet social - Durée - Nom - Siège social

Art. 1^{er} . Forme. Il est formé par les présentes par le souscripteur et tous ceux qui deviendront associés dans le futur, une société à responsabilité limitée (ci-après la Société), qui sera régie par les lois applicables à une telle entité, et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi), ainsi que par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Objet social. La Société a pour objet (i) la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que le contrôle, la gestion et la mise en valeur de ces participations, (ii) le financement de toute société commerciale, industrielle, financière ou autre luxembourgeoise ou étrangère appartenant au même groupe de sociétés que la Société et (iii) l'acquisition de droits de propriété intellectuelle et la licence de ces droits à toutes sociétés commerciale, industrielle, financière ou autre luxembourgeoise ou étrangère.

La Société peut acquérir tous titres et droits par voie de participation, de souscription, de négociation ou de toute autre manière, participer à l'établissement, à la mise en valeur et au contrôle de toutes sociétés ou entreprises, et leur fournir toute assistance.

La Société peut également agir en qualité de gérant ou d'administrateur d'une ou de plusieurs sociétés au Grand Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

La Société peut emprunter de l'argent sous toute forme et procéder à l'émission d'obligations, de titres, de reconnaissance de dettes, de certificats ou de tout autre instrument financier ou de dette ou de titres de créance convertibles ou non.

La Société peut accorder des prêts ou des avances par tous moyens à d'autres sociétés ou autres entreprises appartenant au même groupe de société que le société et accorder tout concours par voie notamment d'octroi de garanties, de sûretés, de nantissements, de gages ou autres ou subordonner ses droits au profit de tiers pour les obligations desdites sociétés ou entreprises.

La Société peut également contracter, exécuter ou accomplir toutes opérations de swaps, opérations à terme (futures), opérations sur produits dérivés, marchés à prime (options), opérations de rachat, de prêt de titres ainsi que toutes autres opérations similaires. La Société peut, de manière générale, utiliser toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris, mais sans limitation, des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, de change, de taux d'intérêt et généralement de tout autre risque.

En outre, la Société peut accomplir toute opération financière, juridique, commerciale et technique et, en général, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et faire toute opération ou transaction qu'elle jugera utile ou nécessaire à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Nom. La Société a comme dénomination «CETP III Expereo S.à r.l.».

Art. 5. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg Ville (Grand-Duché de Luxembourg).

Il peut être transféré en toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution du ou des associés prise en assemblée générale extraordinaire aux conditions requises pour la modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune dans laquelle son siège social est situé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Si des événements d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la facilité de communication entre ce siège et les personnes à l'étranger, telles que déterminées par la gérance de la Société, sont intervenus ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesure provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de son siège social restera une société luxembourgeoise. Pareilles mesures provisoires seront prises et notifiées à toute partie intéressée par la gérance de la Société.

Titre II. - Capital social, Parts sociales et transfert de parts sociales

Art. 6. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500.-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune.

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par décision de l'Assemblée des associés, conformément à l'article 18 des statuts.

Art. 7. Comptes de prime. La Société peut mettre en place un compte de prime d'émission sur lequel toute prime payée sur toute part sociale est transférée. Le compte de prime d'émission est à la libre disposition des associés.

Les associés peuvent décider d'augmenter les capitaux propres de la Société par apport en capital, en numéraire ou en nature, non rémunérés par des titres (apport en capitaux propres non rémunéré par des titres, poste 115 du plan comptable normalisé luxembourgeois).

Art. 8. Droits des associés. Chaque part sociale donne droit pour son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Les associés peuvent décider d'augmenter les capitaux propres de la Société par apport en capital, en numéraire ou en nature, non rémunérés par des titres (apport en capitaux propres non rémunéré par des titres, poste 115 du plan comptable normalisé luxembourgeois).

Art. 9. Indivision des parts sociales. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Transfert de parts sociales. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales de la Société détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Les parts sociales de la Société sont librement cessibles entre associés.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux sont transmissibles sous réserve du respect des dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément quant à ce transfert, donné en assemblée générale, des autres associés à la majorité d'au moins trois quarts du capital social appartenant aux survivants. Ce consentement n'est cependant pas requis lorsque les parts sociales sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Titre III. - Gérance

Art. 11. Conseil de gérance. La Société est gérée par un (ci-après, le «Gérant Unique») ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance (ci-après, le «Conseil de Gérance»). Le(s) gérant(s) ne doit (vent) pas obligatoirement être associé(s). Le(s) gérant(s) peut (vent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision de l'assemblée générale des associés.

Art. 12. Pouvoirs du conseil de gérance. Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société, sous réserve qu'aient été respectés les termes du présent article.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts relèvent de la compétence du Gérant Unique ou du Conseil de Gérance.

Art. 13. Représentation de la société. Envers les tiers, la Société est valablement engagée par (i) la signature unique du Gérant Unique, et dans le cas de pluralité des gérants, (ii) la signature conjointe de deux gérants ou (iii) la signature unique de toute personne à laquelle un tel pouvoir aurait été conféré par le Gérant Unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 14. Délégation de pouvoir. Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs par mandats spéciaux pour des opérations déterminées à un ou plusieurs mandataires, gérants ou non, associés ou non.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminer les responsabilités et rémunérations, le cas échéant, des gérants ou mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat.

Art. 15. Réunion du conseil de gérance. En cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance pourra élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les gérants présents à la réunion. Le conseil de gérance pourra également élire un secrétaire, qui n'a besoin d'être ni gérant ni associé de la Société.

Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le président ou par tout gérant.

Une convocation écrite de toute réunion du Conseil de Gérance devra être adressée à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour la réunion, excepté en circonstances d'urgence auquel cas la nature de ces circonstances devra être mentionnée dans la convocation à la réunion.

Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil de Gérance sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informé et avoir eu connaissance de l'agenda de la réunion. Il pourra être renoncé à cette convocation par l'accord écrit ou par lettre, télécopie, courriel, télégramme ou télex de tout gérant.

Une convocation séparée ne sera pas requise pour des réunions individuelles tenues aux heures et lieux prescrits dans un programme préalablement adopté par une résolution du Conseil de Gérance.

Chaque gérant pourra participer aux réunions du Conseil de Gérance en mandatant un autre gérant comme son mandataire par écrit, par lettre, télécopie, courriel, télégramme, ou télex. Les votes pourront également être effectués par écrit, par lettre, télécopie, courriel, télégramme ou télex.

Le Conseil de Gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée et toute décision prise par le Conseil de Gérance requiert une majorité simple.

Un ou plusieurs gérants peut participer et voter à toute réunion du Conseil de Gérance par conférence téléphonique ou vidéo conférence ou par tout moyen autre moyen de communication similaire permettant à ces derniers de communiquer de manière simultanée entre eux. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à la participation en personne à une telle réunion.

Art. 16. Procès-verbaux des réunions. Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par deux gérants ou par le président et le secrétaire. Des extraits des procès-verbaux peuvent également être délivrés à des tiers en relation d'affaires avec la Société et certifiés soit par deux gérants, soit par le président et le secrétaire, soit par toute personne à qui un tel pouvoir aura été délégué par le Conseil de Gérance. Ces procès-verbaux et extraits ainsi que toutes les déclarations factuelles qu'ils contiennent sont réputées prouver, à l'égard de la Société et de tout tiers intéressé, que les résolutions ont été dûment prises à une réunion du Conseil de Gérance de la Société valablement tenue.

Des Résolutions prises par écrit, approuvées et signées par tous les gérants, produira effet au même titre que des résolutions prises à une réunion du Conseil de Gérance. Les résolutions pourront être signées par les gérants sur un ou

plusieurs documents séparés envoyés par lettre, télécopie, courriel, télégramme ou télex au siège social de la Société. Les résolutions porteront la date du jour de la dernière signature des gérants.

Art. 17. Responsabilité des gérants. Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, les membres du Conseil de Gérance ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Titre IV. - Assemblée des associés

Art. 18. Assemblée des associés. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés conformément à l'article 200-2 de la Loi.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social de la Société.

L'assemblée générale des associés pourra être convoquée par deux (2) gérants, sinon par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales du capital de la société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée des associés, ils pourront renoncer à toute formalité de convocation, et celle-ci pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Un associé pourra être représenté à l'assemblée générale des associés en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire), un mandataire, qui ne doit pas être obligatoirement un associé.

Les résolutions modifiant les Statuts ne peuvent être adoptés que par (i) une majorité d'associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société, conformément aux prescriptions de la Loi. Le changement de nationalité de la Société exige l'unanimité.

Titre V. - Exercice social et comptes annuels

Art. 19. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 20. Comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance, le cas échéant, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 21. Allocation des bénéfices et dividendes intérimaires. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale, jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde du bénéfice net peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Nonobstant les stipulations qui précèdent, le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut en particulier décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Gérant Unique, ou en cas de pluralité de gérants par le Conseil de Gérance duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Les distributions seront payées en la devise et au moment et lieu que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance déterminera périodiquement.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés conformément aux conditions prévues dans la Loi..

Titre VI. - Liquidation et dissolution

Art. 22. Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 23. Dissolution. La Société ne sera pas dissoute pour cause de mort, suspension des droits civils, faillite ou banqueroute de l'associé unique ou de l'un des associés.

Titre VII. - Loi applicable

Art. 24. Loi applicable. Référence est faite aux dispositions de la Loi pour toutes les matières pour lesquelles aucune disposition spécifique n'est faite dans ces Statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre deux mille quatorze.

Souscription - Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, CETP III Participations S.à r.l., susnommée, déclare souscrire aux douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1) chacune et les libérer intégralement au montant de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500.-) par versement en espèces de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500.-).

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par un apport en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500.-) est à la libre disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Décision de l'associé unique

1) L'associé unique décide de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société:

- Mlle Barbara Imbs, Associate Vice President, née le 20 septembre 1977, à Haguenau, France, ayant son adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg;
- Mme Erica K. Herberg, Principal, née le 8 juin 1974, dans l'état de Caroline du Nord, Etats Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- M. Christopher Finn, Managing Director, né le 6 juillet 1957, à New York, Etats Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle à Lansdowne House, 57, Berkeley Square, Londres W1J 6ER, Royaume Uni;
- CETP III MANAGING GP HOLDINGS, L.L.C., une société immatriculée dans le Delaware et ayant son siège social à c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801;
- La durée de leur mandat est illimitée.

2) L'associé unique décide de fixer le siège social de la Société au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille cinq cents euros.

Pouvoirs

Le(s) comparant(s) donne(nt) par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, afin de procéder suivant besoin à l'enregistrement, l'immatriculation, la modification, la radiation auprès du Registre des Sociétés ou la publication ou toutes autres opérations utiles ou nécessaires dans la suite du présent acte et, le cas échéant pour corriger, rectifier, rédiger, ratifier et signer toute erreur, omission ou faute(s) de frappe(s) au présent acte.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: Leonardis, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 17 juillet 2014. Relation: RED/2014/1557. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 17 juillet 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014105620/461.

(140126658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

EQT Credit II SICAV-FIS, SCA, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 174.180.

In the year two thousand and fourteen, on the fourth of July.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of EQT CREDIT II SICAV-FIS, SCA, a Luxembourg partnership limited by shares (société en commandite par actions) qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé), with registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 174.180, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 30 January 2013, number 220 (the "Company").

The meeting was presided by Marcus PETER, rechtsanwalt, residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Dady KASA-VUBU, lawyer, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Matthias PONS, attorney-at-law, residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to record that:

I.- The shareholders present or represented at the meeting, the proxyholders of the represented shareholders and the number of shares held by each of the shareholders are shown on an attendance list, signed by the shareholders present, the proxyholders of the represented shareholders, the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies signed ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

II.- It appears from the attendance list that the 18,002.762 shares having each a value of one thousand Euro (EUR 1,000) representing the entire issued share capital are present or represented at the present extraordinary general meeting and all shareholders present or represented declared that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting and waived their right to be formally convened, so that the meeting may validly decide on all the items of the agenda.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

Decision to amend and fully restate the articles of association of the Company to align the articles of association in a way that only one sole limited partner shall exist.

Thereafter, the general meeting unanimously resolved as follows:

First resolution

The general meeting resolves to amend and fully restate the articles of association of the Company to align the articles of association in a way that only one sole limited partner shall exist as follows:

«Preliminary Title - Definitions

In these Articles of Incorporation, the following shall have the respective meaning set out below:

"1915 Law"	the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as the same may be amended from time to time;
"2007 Law"	the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as the same may be amended from time to time;
"Accounting Currency"	the currency of consolidation of the Company, being the Euro;
"Article"	an article of the Articles of Incorporation;
"Articles of Incorporation"	the articles of incorporation of the Company, as may be amended from time to time;
"Associate"	any person which in relation to the person concerned is: (a) if the person concerned is a body corporate, any parent undertaking or a subsidiary undertaking of any such parent undertaking; or (b) if the person concerned is a firm or another unincorporated body, any body corporate or partnership where 50 per cent. or more of the votes exercisable at an extraordinary general meeting or partners meeting, or more than 50 per cent. of the profits of which are directly or indirectly controlled by such person,

	and for the purposes of the above, the words "parent undertaking" and "subsidiary undertaking" shall bear the meaning attributed to them in section 1162 (and Schedule 7) of the United Kingdom Companies Act 2006;
"Auditor"	the auditor acting in its capacity as qualified independent auditor (réviseur d'entreprise agréé) of the Company;
"Board"	the board of Managers of the General Partner;
"Business Day"	each day (other than a Saturday or a Sunday or public holiday) on which banks are open for the transaction of normal business in Luxembourg;
"Central Administration Agent"	the central administration of the Company, acting as domiciliary and corporate agent, administrative agent and registrar agent of the Company in Luxembourg;
"Closing"	a date determined by the General Partner on which Forms of Application in relation to the issuance of Ordinary Shares in each Sub-Fund, duly returned by the sole Investor and received by the Central Administration Agent, the Company, the General Partner or any of their respective Associates may be accepted by the General Partner;
"Commitment"	the commitment of the sole Investor to subscribe for Ordinary Shares in any Sub-Fund of the Company for a maximum amount during the term of the relevant Sub-Fund, as set out in the Form of Application entered into by such Investor;
"Company"	EQT Credit II SICAV-FIS, SCA, a Luxembourg investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) - specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé) incorporated as a partnership limited by shares (société en commandite par actions); for the purpose of these Articles of Incorporation, such definition to include, where applicable, the General Partner acting on behalf of the Company;
"CSSF"	the Commission de Surveillance du Secteur Financier, the Luxembourg regulator of the financial sector, or any successor thereof;
"Custodian"	the Company's custodian in Luxembourg;
"Defaulting Investor"	The sole Investor declared defaulting by the Company in accordance with Article 7.3;
"Drawdown"	a drawdown made by the General Partner in order to request the sole Investor to pay all or part of its Undrawn Commitments and/or any Additional Payment pursuant to Article 7.1, pursuant to the terms of a Drawdown Notice;
"Drawdown Notice"	a notice whereby the General Partner informs the sole Investor of a Drawdown and requests that the sole Investor pays a portion of its Undrawn Commitment in consideration for the issue of Ordinary Shares in the Company and/or requests that the sole Investor makes an Additional Payment pursuant to Article 7.1;
"Eligible Investors"	the sole Investor who qualifies as a Well-Informed Investor within the meaning of article 2, paragraph 1 of the 2007 Law;
"Euro" or "EUR"	the lawful currency of the member states of the European Union that have adopted the single currency in accordance with the Treaty establishing the European Community (signed in Rome on 25 March 1957), as amended;
"Final Closing Date"	means such date as the General Partner may, in its absolute discretion decide, being not later than twenty-four months after the Initial Closing Date;
"Form of Application"	the application form or subscription agreement or similar document entered into between the sole Investor and the Company by which the sole Investor irrevocably commits to subscribe for Ordinary Shares of a particular Sub-Fund as specified in the Form of Application for a certain maximum amount, which amount will be payable in whole or in part against the issue of Ordinary Shares when the sole Investor receives a Drawdown Notice;
"General Partner"	EQT Credit II S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) and in such capacity shall act as Unlimited Shareholder of the Company;
"Indemnified Persons"	has the meaning attributed to it in Article 30;
"Initial Closing Date"	means 31 July 2013 or any other dates as determined by the General Partner on which one or more Forms of Application in relation to the first issuance of Ordinary Shares of any Sub-Fund duly returned by the sole prospective investor and received by the Central Administration Agent, the Company, the General Partner or any of their respective Associates may be accepted by the General Partner and as more particularly described in the Annex of the Prospectus;
"Initial Subscription Price"	the issue price at which the Ordinary Shares of each Sub-Fund are issued, as specified in the Prospectus;

"Investment Powers and Restrictions"	the investment powers and restrictions of the Company, as set out in the Prospectus;
"Investor"	any Person who has signed and returned a Form of Application and whose Commitment has been accepted by the Company (for the avoidance of doubt, the term includes, where appropriate, a Shareholder), it being understood that the subscription of Ordinary Shares of any Sub-Fund is restricted exclusively to the same and sole Investor of the Company;
"Limited Shareholder"	The sole holder of Ordinary Shares;
"Listed Investments"	any shares, units, interests or other securities that have achieved admission to and continued listing on any recognised stock exchange or market for dealing in securities;
"Management Share"	the management share (action de l'associé gérant commandité) in the share capital of the Company;
"Manager"	any member of the Board;
"Mémorial"	the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations;
"Net Asset Value"	the net asset value of Ordinary Shares of any Sub-Fund as determined in accordance with Article 10;
"Ordinary Shares"	the ordinary shares (actions ordinaires) in the share capital of the Company held by the sole Limited Shareholder (actionnaire commanditaire) of any Sub-Fund;
"Partnership"	the EQT Credit II (No.1) Limited Partnership, a United Kingdom partnership with registration number LP14967;
"Person"	any corporation, limited liability company, trust, partnership, estate, unincorporated association or other legal entity
"Prohibited Person"	any Person, if in the sole opinion of the General Partner the holding of Ordinary Shares by such Person (i) may be detrimental to the interests of the existing Shareholders or of the Company, (ii) may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or otherwise, or (iii) may expose the Company to tax or other regulatory disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred, i.e. if the sole Investor would not meet the definition of Eligible Investor;
"Prospectus"	the prospectus of the Company, as supplemented and amended from time to time;
"Shareholder"	any holder of share(s) in the capital of the Company, being the sole Limited Shareholder and/or the Unlimited Shareholder, as the case may be;
"Shares"	the shares in the capital of the Company, including the Management Share held by the General Partner and the Ordinary Shares held by the sole Limited Shareholder;
"SICAV-FIS"	société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé;
"Spot Rate of Exchange"	means the average of the spot rates of exchange between Euro and another currency (being the spot rate for purchasing and for selling Euro in exchange for the other currency respectively) in Luxembourg at 1.00 p.m. on the relevant date as certified by the General Partner;
"Sub-Fund(s)"	any Sub-Funds of the Company, as may be created by the General Partner at its sole discretion, and as more particularly described in the Annex of the Prospectus;
"Temporary Repayment"	temporary payments made to the sole Investor, which will increase the Undrawn Commitments of such sole Investor who has received such temporary repayments and may be recalled in one or more Drawdowns without issuance of any new Shares in the circumstances and in the manner outlined in the Prospectus;
"Undrawn Commitment"	the portion of the sole Investor's Commitment which has not yet been drawn down and paid-in to the Company;
"Unlimited Shareholder"	EQT Credit II S.à r.l., as holder of the Management Share being, in its capacity as unlimited shareholder (associé gérant commandité) of the Company, liable without any limits for any obligations that cannot be met out of the assets of the Company and responsible for the management of the Company;
"Unlisted Investments"	means any shares, units, interests or other securities that are investments which have not achieved admission to and continued listing on a recognised stock exchange or market for dealing in securities, including securities that are traded over-the-counter; and
"Valuation Day"	the last Business Day of each financial year and any other Business Day as the General Partner may in its absolute discretion determine for the purpose of calculating the Net Asset Value per Ordinary Share in any Sub-Fund, as specified in the Prospectus.

Chapter I. - Name, Registered Office, Duration, Object

1. Corporate Name. The Company is hereby formed among the General Partner in its capacity as Unlimited Shareholder and exclusively one sole Limited Shareholder, as a Luxembourg partnership limited by shares (société en commandite par actions) qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the name of "EQT CREDIT II SICAV-FIS, SCA".

2. Registered Office. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The General Partner is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality of the Company's registered office.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for the amendments to the Articles of Incorporation.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would interfere with or prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be taken by the General Partner.

3. Duration. The Company is established for unlimited duration. The Company will however be automatically put into liquidation upon the liquidation of the last Sub-Fund (as defined below).

4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in assets eligible under the 2007 Law, with the objective of spreading investment risks through diversification and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the 2007 Law.

Chapter II. - Share Capital - Shares - Net Asset Value

5. Share Capital. The capital of the Company shall be represented by fully paid-up Shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 10. The subscribed capital must reach one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-) within the first twelve months following its approval by the Luxembourg supervisory authority, and thereafter may not be less than this amount.

The initial capital of the Company upon incorporation shall be set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) represented by the following classes of Shares (the "Classes" and individually a "Class"):

(i) thirty (30) Ordinary Shares without par value, fully paid in and held by the sole Limited Shareholder of the Company who is liable only up to its capital contribution; and

(ii) one (1) Management Share without par value, fully paid in and held by the General Partner who, in its capacity as Unlimited Shareholder, is liable without any limits for any obligations of the Company which cannot be met out of the Company's assets.

The proceeds of the issue of each Share shall be invested in transferable securities of any kind and other assets permitted by law, pursuant to the investment objective and policy determined by the General Partner for the Company, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the General Partner.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets shall, if not denominated in Euro, be converted into Euro.

For consolidation purposes, the Accounting Currency of the Company is the Euro.

The Share capital of the Company shall be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid up Shares or the repurchase by the Company of existing Shares from the sole Limited Shareholder.

The Company has an umbrella structure and the General Partner may establish separate portfolios of assets constituting each a Sub-Fund within the Company, each Sub-Fund having one or more Class(es) of Shares. The General Partner may create open-ended or closed-ended Sub-Funds. The features of each Sub-Fund are set out in detail in the Annex to the Prospectus.

Each Sub-Fund may have its own funding, investment policy, capital gains, expenses and losses, distribution policy or other features as set forth in the relevant provisions of the Prospectus relating to it. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it and there shall be no cross liability between the Sub-Funds.

The General Partner may also decide, in its sole discretion to create different Classes of Shares with specific financial rights. Within a Sub-Fund, the General Partner shall determine if different Classes of Shares, the specific features of which will be described in the relevant Annex to the Prospectus, will be issued.

6. Form of Shares. The Company shall issue fully paid-in Shares in registered form only and may only have one Limited Shareholder.

All issued Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more entities designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, and the number of registered Shares held by him.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership on such registered Shares. The Company shall not normally issue certificates for such inscription, but the sole Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

Any transfer of registered Shares shall be made by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

Subject to the provisions of Articles 7, 8 and 9, any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by any Manager of the General Partner or any officer of the Company or by any other person duly authorised thereto by the General Partner.

Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and communications may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so recorded into the register of Shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The Company recognises only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Company. The failure to appoint such attorney shall result in a suspension of all rights attached to such Share(s). Moreover, in the case of joint Shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

Notwithstanding the above, the Company may decide to issue fractional Shares up to three decimal places. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets of the Company on a pro rata basis.

Payments of distributions, if any, will be made to the Shareholders by bank transfer. However, the general meeting of Shareholders and/or the General Partner (as the case may be) are authorised to make in specie distributions/payments with respect to annual and interim dividends.

7. Issue of Shares.

7.1 Issue of Ordinary Shares

The General Partner is authorised, without any limitation, to issue at any time fully paid-up Ordinary Shares with no par value, to be exclusively subscribed by the sole Limited Shareholder of the Company.

The General Partner may impose restrictions on the frequency with which Ordinary Shares are issued; the General Partner may, in particular, decide that Ordinary Shares shall only be issued at one or more Closings, offering periods or at such other frequency as provided for in the Prospectus and that Ordinary Shares will only be issued to the sole Limited Shareholder qualifying as a Well-informed Investor having entered into a Form of Application containing inter alia an irrevocable Commitment and application to subscribe, during a certain period, for Ordinary Shares for a total amount as determined in the Form of Application. As far as permitted under Luxembourg laws and regulations, any Form of Application may contain specific provisions not contained in the other Forms of Application.

The General Partner may impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of such Forms of Application or other subscription documents and the provision of such information as the General Partner may determine to be appropriate) and may impose a minimum Commitment and/or a minimum holding amount for each Sub-Fund. Any conditions applicable to the issue of Shares will be detailed in the Prospectus.

The Ordinary Shares of each Sub-Fund will be offered at the Initial Subscription Price to the same and sole Limited Shareholder. The General Partner may also increase the Initial Subscription Price by any fees and charges, commissions and costs, Additional Payment and equalisation charges, as determined by the General Partner in its discretion and as detailed in the Prospectus.

Any taxes, commissions and other fees incurred in the country of the sole Limited Shareholder in which Ordinary Shares are sold will also be charged, if any, to such sole Limited Shareholder.

The General Partner can, at its own discretion, decide to hold one or more Closings at the dates determined by the General Partner.

The number of Ordinary Shares issued to the sole Investor in connection with any Drawdown will be equal to the amount paid by the sole Investor under the related Drawdown Notice less, as the case may be, (i) any amounts returned to that Investor as Temporary Repayments pursuant to the Prospectus and (ii) amounts in respect of an Additional Payment due pursuant to this Article 7.1 and the Prospectus, in which cases no additional Ordinary Shares shall be issued. The Initial Subscription Price must be received prior to the issue of Shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the General Partner and described in the Prospectus.

Drawdowns will be made by sending a Drawdown Notice in advance of the date specified in the Drawdown Notice to the Investor, as further detailed in the Prospectus.

The General Partner may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Ordinary Shares to be issued and to deliver them.

7.2 Restrictions to the subscription of Ordinary Shares

The Ordinary Shares may only be subscribed for by the sole Limited Shareholder who has to be an Eligible Investor and a Well-informed Investor.

The General Partner may, in its absolute discretion, accept or reject any subscription for Ordinary Shares in whole or in part. It may also restrict or prevent the ownership of Ordinary Shares by any Prohibited Person as determined by the General Partner or require the sole Investor to provide it with any information that it may consider necessary for the purpose of deciding whether or not such Investor is, or will be, a Prohibited Person.

The General Partner may from time to time accept subscriptions for Shares in consideration for a contribution in kind of assets, which could be acquired by the Company pursuant to its investment objective and policy and investment restrictions. Any such contribution in kind will be valued in a report established by an auditor qualifying as a “réviseur d’entreprises agréé” drawn up in accordance with the requirements of Luxembourg law subject to further provisions as mentioned in the Prospectus from time to time.

7.3 Default provisions The failure of an Investor to make, within a specified period of time determined by the General Partner, any required contributions or certain other payments, in accordance with the terms of its Commitment, entitles the General Partner to declare the relevant Investor a Defaulting Investor, which results in the penalties determined by the General Partner and detailed in Article 8.2 and in the Prospectus.

8. Redemption of Shares.

8.1 General

In relation to each Sub-Fund any redemption dates and possibilities for the sole Limited Shareholder (depending on whether a Sub-Fund is closed-ended or openended) will be described respectively in the Annex to the Prospectus.

However, the General Partner may at any time resolve in its absolute discretion to accept redemption requests from the sole Limited Shareholder in such manner, at such times and on such terms as it, in its absolute discretion, will determine sees fit and upon any such resolution the Prospectus and the Articles of Incorporation (as may be required by applicable law) shall be updated accordingly, as applicable.

Should the General Partner resolve to grant the sole Limited Shareholder the right to redeem its Shares, the redemption procedure will be as specified in the Prospectus, within the limits provided by law and these Articles of Incorporation.

The redemption price per Ordinary Share shall be paid within a period as determined by the General Partner and as further mentioned in the Prospectus.

Except as provided for in the Prospectus in case of deferral, the redemption price of Ordinary Shares will be the Net Asset Value on the relevant Valuation Day, less any redemption fee imposed by the General Partner upon the redeeming Limited Shareholder, as specified, where applicable, in the Prospectus.

The redemption price may be higher or lower than the Initial Subscription Price paid by the sole Limited Shareholder at the time of subscription.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by the sole Limited Shareholder would fall below such number or such value as determined by the General Partner and disclosed in the Prospectus, the General Partner may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of its holding of Shares.

Further, if, on any given date, a redemption request pursuant to this Article exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number of Ordinary Shares in issue, the General Partner may decide that part or all of such request for redemption will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interests of the Company, as outlined in the Prospectus. On the next Valuation Day(s) following that period, the unsatisfied part of these redemption request will be met in priority to later requests.

The General Partner may, at its complete discretion but with the consent of the sole Limited Shareholder, decide to satisfy payment of the redemption price to such sole Limited Shareholder wholly or partly in specie by allocating to such Limited Shareholder assets of the Company, equal in value as of the relevant Valuation Day with respect to which the redemption price is calculated, to the Net Asset Value of the Ordinary Shares to be redeemed minus any applicable redemption fee. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis. The cost of such transfer shall be borne by the transferee, i.e. the redeeming Limited Shareholder.

All redeemed Shares shall be cancelled.

8.2 Compulsory redemption

Ordinary Shares may be redeemed whenever the General Partner considers this to be in the best interest of the Company, subject to the terms and conditions the General Partner shall determine and within the limits set forth by law, the Prospectus and these Articles of Incorporation.

The redemption price per Ordinary Share shall be paid within a period determined by the General Partner, which shall not exceed forty (40) Business Days from the relevant Valuation Day.

If the General Partner discovers at any time that Ordinary Shares are held or beneficially owned by a Prohibited Person, either alone or in conjunction with any other person, whether directly or indirectly, the General Partner may at its discretion and without liability, compulsorily redeem the Ordinary Shares held by such Prohibited Person at the then applicable Net Asset Value per Ordinary Share reduced by any fees, costs or charges arising in respect of such redemption.

Such Prohibited Person will be given notice of at least fifteen (15) calendar days of redemption of its Ordinary Shares, and upon redemption, those Ordinary Shares will be cancelled and the Prohibited Person will cease to be a Limited Shareholder.

Any taxes, commissions and other fees incurred in connection with the payment of the redemption proceeds (including those taxes, commissions and fees incurred in any country in which Ordinary Shares are sold) will be charged by way of a reduction to any redemption proceeds. Ordinary Shares repurchased by the Company may not be reissued and shall be cancelled in conformity with applicable law.

If the General Partner declares the sole Investor to be a Defaulting Investor in accordance with Article 7.3, the General Partner shall have the right to redeem all or part of the Ordinary Shares of such Defaulting Investor subject to the conditions as set out in the Prospectus.

8.3 Redemptions in Kind

The General Partner shall have the right, if the Board so determines, to satisfy payment of the redemption price to the sole Limited Shareholder in kind in accordance with the provisions of the Prospectus.

9. Transfer of Shares.

9.1 Management Share

The Management Share is freely transferable only to an Associate of the General Partner, provided that the transferee shall adopt all rights and obligations accruing to the General Partner relating to its position as a holder of the Management Share and provided the transferee is not a natural person.

9.2 Ordinary Shares and Undrawn Commitments

For the avoidance of doubt, notwithstanding anything to the contrary in these Articles of Incorporation, but without prejudice to the right of the General Partner to compulsorily redeem Ordinary Shares where applicable, nothing in these Articles of Incorporation may be construed as allowing infringement of the Luxembourg Stock Exchange regulations applicable to the transferability of Ordinary Shares.

Undrawn Commitments may not be transferred without the prior written consent of the General Partner, which consent may not be unreasonably withheld.

No transfer of Undrawn Commitment will become effective unless and until the transferee agrees in writing to fully and completely assume any outstanding or future obligations of the transferor in relation to the transferred Undrawn Commitment under the relevant Form of Application and agrees in writing to be bound by the terms of the Prospectus and Form of Application, whereupon the transferor shall be released from (and shall bear no further liability for) such liabilities and obligations.

10. Calculation of the Net Asset Value per Share.

10.1 The Net Asset Value per Ordinary Share for each Sub-Fund shall be calculated by the Central Administration Agent under the responsibility of the General Partner with respect to each Valuation Day in accordance with Luxembourg law and with the Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles. It may differ from the net asset value calculated for consolidation purposes under the International Financial Reporting Standards.

The Net Asset Value per Ordinary Share of each Sub-Fund will be expressed in the Accounting Currency.

The Net Asset Value per Ordinary Share of each Sub-Fund shall be rounded down to three (3) decimal places.

The Net Asset Value per Ordinary Share of each Sub-Fund on any Valuation Day is determined by dividing (i) the net assets of each Sub-Fund on such Valuation Day by (ii) the number of Ordinary Shares then outstanding in each Sub-Fund, in accordance with the valuation rules set forth below.

For the avoidance of doubt, the provisions of this Article 10 are rules for determining the Net Asset Value per Ordinary Share of each Sub-Fund and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any Ordinary Shares issued by each Sub-Fund.

The calculation of the Net Asset Value per Ordinary Share of each Sub-Fund shall be made in the following manner:

(1) Assets of the Company

(a) The assets of the Company shall include:

- listed Investments and Unlisted Investments, including limited partnership interests in the Partnership;
- all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- all bills and demand notes payable and accounts receivable (including securities or any other assets sold but not delivered);
- all notes, certificates of deposit, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- all stock dividends, cash dividends and cash payments receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company or the Custodian;
- the formation expenses of the Company and of each Sub-Fund (if any), including the cost of issuing and distributing Ordinary Shares of each Sub-Fund; and/or
- all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

(b) The value of the Company's assets shall be determined as follows:

- assets held in each Sub-Fund will be valued on the basis of the latest available net asset value or other valuation calculated by or on behalf of the Partnership. In case of the occurrence of an evaluation event that is not reflected in the latest available net asset value or other valuation of such interests, the valuation of such interests may take into account this evaluation event, which include in particular any material events or developments affecting either the Underlying Investments or the Partnership;
- any Listed Investments will be valued on the basis of the last available publicised stock exchange or market value;
- unlisted Investments that are equity investments (other than those of the Partnership for which a net asset value is generally calculated) and all other securities, interests and other assets and securities or interests for which market quotations are available will be valued in accordance with the guidelines issued by the European Venture Capital Association;
- the value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof; and/or
- all debt investments (including debt investments for which market quotations are available) will be valued at their original acquisition cost, subject to adjustment for impairment as determined by the General Partner in accordance with the guidelines for valuing mezzanine loans in such guidelines as at today's date and, exceptionally, in each case, any other adjustment which the General Partner deems appropriate and explains by way of a note to such valuation. Money market instruments held by the Company with a remaining maturity of less than one year will be valued by the amortised cost method, which approximates market value, provided that the General Partner may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company. This method will then be applied in a consistent way. The Central Administration Agent can rely on such deviations as approved by the Company for the purpose of the Net Asset Value calculation.

(2) Liabilities of the Company

The liabilities of the Sub-Fund(s) shall include:

- all loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt), bills and accounts payable;
- all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);
- all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory fees, including incentive fees, if any, custody fees, central administration fees as well as reasonable disbursements incurred by the service providers);
- all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the Company, where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the calculation day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorised and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company; and
- all other liabilities attributable to the Sub-Fund(s) of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law. In determining the amount of such liabilities the General Partner shall take into account all expenses

payable by the Sub-Fund(s) and may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

For the purpose of Article 10 (1) and 10 (2),

(a) Ordinary Shares to be issued by the Sub-Fund(s) shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the Valuation Day with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be an asset of the Company;

(b) Ordinary Shares of the Sub-Fund(s) to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Company, the price therefore shall be deemed to be a liability of the relevant Sub-Fund;

(c) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the Accounting Currency shall be valued at the Spot Rate of Exchange at the date and time for determination of the Net Asset Value per Ordinary Share; and

(d) where on any Valuation Day the Sub-Fund has contracted to:

(i) purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Sub-Fund and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Sub-Fund; and

(ii) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Sub-Fund and the asset to be delivered by the Sub-Fund shall not be included in the assets of the Sub-Fund;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the General Partner.

11. Temporary Suspension of Net Asset Value Calculation. The General Partner may suspend the determination of the Net Asset Value per Ordinary Share of a Sub-Fund and the redemption, subscription and conversion of Ordinary Shares of a Sub-Fund (if any) to and from its Shareholders:

a) any period when any one of the principal markets or other stock exchanges on which a portion of the assets of the Company are quoted is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended; or

b) any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the General Partner, disposal of the assets owned by the Company is not reasonably practicable without being seriously detrimental to the interests of Shareholders or if in the opinion of the General Partner issue, sale and/or redemption prices cannot be calculated fairly; or

c) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the Company's assets or if for any reason the value of any asset of the Company which is material in relation to the determination of the Net Asset Value (as to which materiality the General Partner shall have sole discretion) may not be determined as rapidly and accurately as required; or

d) any period when the value of any wholly-owned (direct or indirect) subsidiary of the Company (if any) may not be determined accurately; or

e) any period when any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal rates of exchange; or

f) upon the publication of a notice convening a general meeting of Shareholders for the purpose of resolving to wind up the Company.

If deemed appropriate by the General Partner, notice of the beginning and of the end of any period of suspension may be published in a Luxembourg daily newspaper and/or in any other newspaper(s) selected by the General Partner. The CSSF, and if required by applicable regulations, the relevant authorities of any member states of the countries in which Shares of the Company are marketed, will be informed of any such suspension. Notice may alternatively be given by letter to the sole Limited Shareholder applying for redemption, subscription or conversion of Shares (as the case may be).

Chapter III. - Administration and Supervision

12. Determination of the General Partner. The Company shall be managed by EQT Credit II S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), in its capacity as Unlimited Shareholder of the Company.

In the event that the General Partner can no longer act as the general partner of the Company due to legal incapacity or inability to act in such capacity, an administrator shall be appointed and the Company shall continue to exist in accordance with Luxembourg law. Within the legal timeframe, a general meeting of the Shareholders will appoint a new general partner by means of a resolution adopted in the manner required to amend the Articles of Incorporation as described in Article 33, subject to prior the approval of the CSSF. In the event that a new general partner is not formally appointed by the sole Shareholder within the legal timeframe the Company shall be dissolved by a resolution of the general meeting of the Shareholders for the purpose of placing the Company into liquidation proceedings in accordance with Article 32 hereof.

In addition, the sole Limited Shareholder of the Company may resolve to remove the General Partner by means of a resolution of the general meeting of the Shareholders and without the consent of the General Partner

The Unlimited Shareholder and the sole Limited Shareholder may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to a particular Sub-Fund.

13. Powers of the General Partner. The General Partner will have the broadest powers to administer and manage the Company, to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner. The sole Limited Shareholder shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

The General Partner will have the power, in particular, to decide on the investment objectives, policies and restrictions and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, in compliance with these Articles of Incorporation and the applicable laws and regulations. The General Partner will have the power to enter into administration, investment and advisory agreements and any other contract and undertakings that it may deem necessary, useful or advisable for carrying out the corporate object of the Company.

The General Partner is managed by its Board but may be supported by any investment advisor(s) or committees in the day-to-day management of the Sub-Fund(s). The General Partner will appoint, at its sole discretion, such investment advisor(s) or members of any committee and will bear their remuneration fees, if any, out of its management fees. The appointment and remuneration of such advisory or committees for each Sub-Fund are more particularly described in the relevant Annex to the prospectus.

14. Representation of the Company. The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner represented by the joint signature of any two of its legal representatives or by the signature of any other person to whom such power has been delegated by the General Partner.

The sole Limited Shareholder shall not represent the Company.

15. Liability of the General Partner and the Sole Limited Shareholder. The General Partner shall be liable with the Company for all debts and losses, which cannot be recovered out of the Company's assets.

The sole Limited Shareholder shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity whatsoever except when exercising their rights as Shareholder in general meetings of the Shareholders and shall be liable to the extent of its contribution to the Company.

16. Delegation of Powers, Agents of the General Partner. The General Partner may, at any time, appoint officers or agents of the Company as required for the affairs and management of the Company, provided that the sole Limited Shareholder cannot act on behalf of the Company without losing the benefit of their limited liability. The appointed officers or agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner.

The General Partner will determine any such investment adviser's, sub-investment advisers, officer's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The General Partner may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

17. Conflict of Interest. The General Partner and its Managers will always act and enter into transactions on an arm's length basis in what they consider to be the best interest of the Company (and not the interest of a given Shareholder, a shareholder of the General Partner, a Manager, or any Associate thereof).

For the avoidance of doubt, no contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or the General Partner is interested in, or is a director, manager, associate, officer or employee of such other company or firm. Any of the Managers or the General Partner who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

18. Investment Policies and Restrictions. The General Partner, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied, (ii) the hedging strategy and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the Investment Powers and Restrictions as shall be set forth by the General Partner in the Prospectus, in compliance with applicable laws and regulations.

19. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of Shareholders and remunerated by the Company.

The Auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law.

Chapter IV. - General meeting of shareholders

20. Powers of the General Meeting of Shareholders. Any regularly constituted general meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of Shareholders will only comprise the General Partner as Unlimited Shareholder and the sole Limited Shareholder.

21. Annual General Meeting. The annual general meeting of Shareholders shall be held at the registered office of the Company or at any other location in Luxembourg, at the place specified in the notice convening the meeting, on the thirtieth of April of each year at 2.00 p.m. If such day is a public or a bank holiday in Luxembourg, the meeting will be held on the next following Business Day.

The Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund may hold at any time, General Meetings to decide on matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition the Shareholders of any Class, may hold, at anytime, General Meetings for any matters which are specific to such Class.

22. Other General Meeting. Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective convening notices.

23. Convening Notice. The general meeting of Shareholders shall meet upon call by the General Partner in compliance with Luxembourg law.

It may also be called upon the request of the sole Limited Shareholder, provided it holds at least one tenth of the Share capital.

General meetings of shareholders will be convened in accordance with applicable Luxembourg law.

If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without convening notice.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by the sole Shareholder in order to attend any meeting of Shareholders.

24. Presence, Representation. All Shareholders are entitled to attend and speak at all general meeting of the Shareholders.

A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission, such person need not be a Shareholder.

25. Vote. Each Share is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

Any resolution of the general meeting of Shareholders requires the affirmative vote by the General Partner unless provided otherwise herein.

26. Minutes. The minutes of each general meeting of the Shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer.

Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

Chapter V. - Financial year - Distributions

27. Financial year. The financial year of the Company shall commence on the first day of January of each year and shall end on the thirty-first day of December of the same year.

28. Distributions. The general meeting of Shareholders may, upon the proposal of the General Partner, declare distributions and/or dividends in connection with the approval of the annual accounts and in conformity with the distribution policy of the relevant Sub-Fund as more particularly described in the relevant Annex to the Prospectus.

In addition, the General Partner may at any time decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Net assets will be distributed to the sole Limited Shareholder pro rata to the number of Ordinary Shares held by such Limited Shareholder.

The General Partner's general policy will be to make all distributions by way of cash dividend as soon as practicable.

Distributions shall be made in the Accounting Currency or, if the General Partner so determines, the currency in which they are received (provided such currency is regularly traded on a recognised market).

No distribution will be made if as a result, the share capital of the Company would fall below the legal minimum capital, which is EUR 1,250,000.-.

Distributions will generally be made in cash. However, the General Partner may make an interim distribution in specie to the sole Limited Shareholder who consents to receive such distribution in specie, and the general meeting of Shareholders may resolve to make an annual distribution in specie to the sole Limited Shareholder who consents to receive such distribution in specie.

Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and shall revert to the Company.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Where a payment date of a Drawdown from, and of distributions to, the sole Limited Shareholder are scheduled to occur on or around the same date, the General Partner may elect to offset the amounts so due. As a result, only the net amount will be drawn from, or distributed to, the sole Limited Shareholder. In the event that as a result of the offset an amount is still due to the Company by the sole Limited Shareholder, the Drawdown Notice sent to such sole Limited Shareholder shall be accompanied by a confirmation letter stating the initial amount that was to be drawn down from such sole Limited Shareholder, the amount corresponding to the distribution it was entitled to and the outstanding amount to be paid by it. In the event that as a result of such offset the sole Limited Shareholder is entitled to receive a net payment from the Company, the distribution notice sent to such sole Limited Shareholder shall be accompanied by a confirmation letter stating the initial amount that was to be distributed to them, the amount corresponding to the Drawdown that should have been effected and the outstanding amount to be distributed to it. In the event that an offset is applied in accordance with this Article 28, the sole Limited Shareholder's Undrawn Commitment shall be reduced by an amount equal to the amount which would have been drawn down had no offsetting been made.

Amounts due to or from the sole Limited Shareholder which has indicated in its executed Form of Application that it may not be subject to offsetting as contemplated by this Article 28, due to statutory or regulatory constraints, shall not be offset pursuant to this Article 28.

Chapter VI. - Final provisions

29. Custodian. To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended (herein referred to as the "Custodian").

The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law.

If the Custodian desires to withdraw from the custody agreement, the General Partner shall use its best endeavours to find another bank to be custodian in place of the withdrawing Custodian, and the General Partner shall appoint such bank as custodian of the Company's assets. The General Partner may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

30. Indemnification.

30.1 The General Partner, any of its Associates and their respective directors, officers, partners, agents, consultants and employees (collectively, the "Indemnified Persons") shall have no liability for any loss incurred by a Sub-Fund, the Company or any Shareholder howsoever arising in connection with the services provided to any of them in connection with the Company provided however that such exculpation shall not apply with respect to any matter resulting from such Indemnified Person's fraud, gross negligence, wilful misconduct, bad faith, reckless disregard or wilful breach of the terms of this Prospectus or the Articles of Incorporation. Furthermore each of the Indemnified Persons shall be entitled to be indemnified by the Company out of the assets of the Company (including Undrawn Commitments) (but subject to insurance claims subsequently being pursued by the General Partner and the Company where applicable) against any and all claims, liabilities (including liabilities in contract or tort), costs or expenses incurred or threatened by reason of him or it being or having been an Indemnified Person (including, in the case of the General Partner, costs and expenses incurred) provided however that such Indemnified Person shall not be so indemnified with respect to any matter resulting from its fraud, gross negligence, wilful misconduct, bad faith, reckless disregard or wilful breach of the terms of this Prospectus or the Articles of Incorporation. Any person who shall become a general partner of the Company shall similarly be indemnified in respect of its activities as a general partner, manager or investment adviser.

30.2 The General Partner shall not be liable to the Company or any Shareholder for the gross negligence, dishonesty, wilful default or bad faith of any agent acting on behalf of the General Partner or the Company provided that such agent was selected, appointed and monitored by the General Partner applying reasonable care and so long as such agent is not controlled by any such entities.

30.3 The General Partner shall use its reasonable endeavours to ensure that (i) any Indemnified Person shall use its reasonable endeavours to exercise any rights of recovery which it may have against its insurer or the relevant third party or their insurers provided that it shall be indemnified out of the assets of the Company for its reasonable costs and expenses in seeking to exercise such rights of recovery; (ii) to the extent that any Indemnified Person is indemnified out of assets of the Company pursuant to Article 30.1 and subsequently recovers monies in relation to the same matter from an insurer or third party then such Indemnified Person shall account to the Company for the amount so recovered (after deduction of all costs and expenses incurred in procuring recovery) or, if less, the amount paid by the Company by way of indemnity (net of any tax borne thereon); and (iii) to the extent that any Indemnified Person is indemnified out of assets of the Company pursuant to Article 30.1 and subsequently it is determined that such Indemnified Person does not have the entitlement to such indemnification then such Indemnified Person shall account to the Company for the amount of the indemnification provided out of the assets of the Company.

30.4 Article 30.1 shall give no right of indemnity to an Indemnified Person to the extent that the relevant claim, liability, cost or expense is the result of a dispute with another Indemnified Person.

30.5 The General Partner may make an advance on behalf of the Company to a person in respect of costs or expenses incurred by reason of him or it claiming to be an Indemnified Person, provided that such person agrees to repay immediately to the Company any sums advanced if it is subsequently determined that no right of indemnity exists under Article 30.1 in respect of such person.

31. Dissolution of the Company. At the proposal of the General Partner and unless otherwise provided by law and the Articles of Incorporation, the Company may be dissolved by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required to amend the Articles of Incorporation, and subject to the approval of the General Partner.

Whenever the Share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the General Partner. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the Shares present and represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the Share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5. In such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth of the votes of the Shares present and represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Each Sub-Fund shall also be separately liquidated without such liquidation resulting in the liquidation of another Sub-Fund. The liquidation of the last remaining Sub-Fund will result in the liquidation of the Company.

32. Liquidation. In the event of the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be natural persons or legal entities) appointed by the Shareholders who will determine their powers and their compensation. Such liquidators must be approved by the CSSF and must provide all guarantees of honorability and professional skills.

The proceeds of the liquidation of the Sub-Funds of the Company, net of all liquidation expenses relating to each Sub-Fund, shall be distributed by the liquidators among the Shareholders of each Sub-Fund pro rata to the number of the Shares held by them.

Each Sub-Fund shall also be separately liquidated without such liquidation resulting in the liquidation of another Sub-Fund. The liquidation of the last remaining Sub-Fund will result in the liquidation of the Company.

33. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the 1915 Law subject to the affirmative approval by the General Partner.

34. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law.»

Expenses

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 1,500.-.

There being no further business before the meeting, the same was adjourned thereupon.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the members of the meeting, the present deed is worded in English.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the members of the meeting, known to the undersigned notary by name, surname, civil status and residence, the said members of the meeting signed together with the notary, the present deed.

Signé: M. PETER, D. KASA-VUBU, M. PONS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 juillet 2014. Relation: LAC/2014/32883. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Référence de publication: 2014106586/727.

(140127853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.